

EVIDENCE

OTTAWA, Tuesday, September 24, 2024

The Standing Senate Committee on Transport and Communications met with videoconference this day at 9 a.m. [ET] to study Bill S-269, An Act respecting a national framework on advertising for sports betting; and, in camera, to discuss future business.

Senator Leo Housakos (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Good morning, honourable senators. I am Senator Leo Housakos from Quebec and chair of this committee. I invite my colleagues to briefly introduce themselves.

Senator Simons: Hello. I'm Senator Paula Simons from Alberta. I represent Treaty 6 territory.

Senator Cuzner: Rodger Cuzner, senator from Nova Scotia.

Senator Quinn: Jim Quinn, senator from New Brunswick.

Senator M. Deacon: Welcome. Marty Deacon from Ontario.

Senator Cardozo: Andrew Cardozo, Ontario.

[*Translation*]

Senator Miville-Dechêne: Julie Miville-Dechêne from Quebec.

[*English*]

The Chair: Colleagues, this morning we continue our study of Bill S-269, An Act respecting a national framework on advertising for sports betting. To that end, we are joined by video conference by Michael Grade, Lord Grade of Yarmouth, who was Chair of the British House of Lords Select Committee on the Social and Economic Impact of the Gambling Industry. Welcome and thank you very much for joining us. We'll begin with your opening remarks before we proceed to questions and answers. Lord Grade, the floor is yours.

Michael Grade, Lord Grade of Yarmouth, House of Lords: It is a great honour to have been asked to address the Canadian Senate on the effects of gambling advertising in sport.

As the chair said, I chaired a House of Lords Committee investigating the social and economic impact of the gambling industry, and, quite frankly, our findings were shocking. Among them was that, on average, one person a day — usually a young

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mardi 24 septembre 2024

Le Comité sénatorial permanent des transports et des communications se réunit aujourd'hui, à 9 heures (HE), avec vidéoconférence, pour étudier le projet de loi S-269, Loi concernant un cadre national sur la publicité sur les paris sportifs, et à huis clos pour discuter de travaux futurs.

Le sénateur Leo Housakos (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Honorables sénateurs, bonjour. Je suis le sénateur Leo Housakos, du Québec, et je suis président de ce comité. J'invite mes collègues à se présenter.

La sénatrice Simons : Je suis la sénatrice Paula Simons, de l'Alberta. Je représente le territoire du Traité n° 6.

Le sénateur Cuzner : Je suis Rodger Cuzner, sénateur de la Nouvelle-Écosse.

Le sénateur Quinn : Je m'appelle Jim Quinn; je suis sénateur du Nouveau-Brunswick.

La sénatrice M. Deacon : Bienvenue. Marty Deacon, de l'Ontario.

Le sénateur Cardozo : Andrew Cardozo, de l'Ontario.

[*Français*]

La sénatrice Miville-Dechêne : Julie Miville-Dechêne, du Québec.

[*Traduction*]

Le président : Chers collègues, nous poursuivons aujourd'hui notre étude du projet de loi S-269, Loi concernant un cadre national sur la publicité sur les paris sportifs. Nous accueillons, par vidéoconférence, Michael Grade, Lord Grade de Yarmouth, ancien président du comité spécial sur l'impact social et économique de l'industrie du jeu de la Chambre des lords britannique. Bienvenue et merci beaucoup de vous joindre à nous. Nous commencerons par vos remarques préliminaires, puis nous passerons aux séries de questions. Lord Grade, la parole est à vous.

Michael Grade, Lord Grade de Yarmouth, Chambre des lords : C'est un grand honneur d'avoir été invité à comparaître devant le Sénat canadien pour parler des répercussions de la publicité sur les jeux de hasard liés au sport.

Comme le président l'a indiqué, j'ai présidé un comité de la Chambre des lords chargé d'étudier l'impact social et économique de l'industrie du jeu et, très franchement, nos conclusions ont été choquantes. Nous avons notamment constaté

man — committed suicide because of gambling harm. Exposure to advertising, usually when young, must be a contributing factor. We took formal evidence from the families of some of these young men and informally met others. These meetings were very informative and very distressing. I would urge you to arrange similar meetings, if you can, to get first-hand accounts from those who suffer.

When I say that gambling advertising is one of the greatest contributors to gambling harm, I state that as a fact. Yet the industry still argues that there is no proven link between gambling advertising and gambling harm. Inevitably, the proof is not rigorous; you cannot show that harm suffered at the age of 20 is caused by exposure to advertising 10 years earlier. But there is one incontrovertible fact: The gambling industry in the United Kingdom spends £1.5 billion on advertising, much of it around sport. It would hardly do so unless it thought that this was an effective way of inducing people to start and continue to gamble.

Mass media advertising is not, of course, selective about its recipients; we all see it, whether or not we are influenced by it.

Much more pernicious are the approaches targeted at individual recipients, and this is enabled by their smartphones. Here, the algorithms of the gambling companies can and do choose as their targets the most vulnerable: those who already gamble more than they can afford and who often have tried to combat their addiction, perhaps by self-exclusion, but who are all too easy to tempt back through direct advertising. These are the ones from whom the industry makes the majority of its profits.

In looking at more general gambling advertising, we must not ignore these individual direct approaches.

Perhaps the most pervasive gambling advertising is around football, which, of course, in the U.K. is the dominant religion. The industry will tell you proudly of the voluntary measures they have taken to ensure that children are protected from gambling advertising when watching football on television. Prominent among these is the whistle-to-whistle ban — no advertising before 9 p.m. between the kick-off and the final whistle. When I first heard of this, I hoped to be impressed. Naively, I thought that children watching football would see no gambling advertising. I then discovered that this restriction applied only to advertising during the half-time break. The hoardings around the pitch are still full of gambling advertising; so are the players'

qu'en moyenne, chaque jour, une personne — généralement un jeune homme — se suicide en raison de problèmes de jeu. L'exposition à la publicité, particulièrement chez les jeunes, est sans doute un facteur contributif. Nous avons obtenu les témoignages des familles de certains de ces jeunes hommes tant de manière officielle, ainsi que des témoignages informels. Ces rencontres furent très instructives et très éprouvantes. Je vous exhorte à tenir de telles rencontres, si vous le pouvez, pour obtenir des témoignages venant directement de ceux qui souffrent.

Lorsque je dis que la publicité sur les jeux de hasard est l'une des principales causes du tort lié aux jeux de hasard, je cite un fait, mais l'industrie s'entête à faire valoir qu'il n'existe aucun lien prouvé entre la publicité sur les jeux de hasard et les effets néfastes du jeu. Inévitablement, la preuve n'est pas rigoureuse, car on ne peut démontrer que les répercussions subies à l'âge de 20 ans découlent d'une exposition à la publicité 10 ans plus tôt. Il y a toutefois un fait incontestable : au Royaume-Uni, l'industrie du jeu dépense 1,5 milliard de livres sterling en publicité, dont une bonne partie est liée au sport, ce qu'elle ne ferait pas si elle ne considérait pas qu'il s'agit d'un moyen efficace d'inciter les gens à commencer et à continuer à se livrer aux jeux de hasard.

Évidemment, la publicité dans les médias de masse ne fait pas de discrimination : nous la voyons tous, qu'elle nous influence ou non.

Les approches ciblées en fonction de destinataires précis, rendues possibles par l'utilisation des téléphones intelligents, sont beaucoup plus pernicieuses. Dans ce cas, les algorithmes des sociétés de jeux de hasard peuvent cibler les plus vulnérables, et c'est ce qu'ils font. Il s'agit des personnes qui consacrent au jeu plus d'argent qu'ils en ont les moyens, qui ont souvent essayé de combattre leur dépendance, peut-être à l'aide d'outils d'auto-exclusion. Or, il est extrêmement facile d'inciter les gens à revenir par la publicité directe. C'est de cette clientèle que l'industrie tire la majorité de ses profits.

Il convient de ne pas ignorer ces approches directes individuelles lorsqu'on étudie la publicité sur les jeux de hasard en général.

La forme de publicité sur le jeu la plus omniprésente est sûrement liée au football, qui est évidemment la religion dominante au Royaume-Uni. L'industrie se targuera des mesures volontaires qu'elle a prises pour veiller à protéger les enfants de ce type de publicité lorsqu'ils regardent le football à la télévision. La plus importante est une interdiction de la publicité durant le match, soit une interdiction de publicité avant 21 heures, entre le coup d'envoi et le coup de sifflet final. Lorsque j'en ai entendu parler pour la première fois, j'espérais être impressionné. Je pensais naïvement que les enfants qui regardaient le football ne verraient aucune publicité pour des jeux de hasard. J'ai ensuite découvert que cette restriction

shirts. The industry here promised last year that in 2026 they would cease to advertise on the front of players' shirts. However, the backs and the sleeves will still contain advertising.

What, then, can be done? Obviously, we cannot and should not rely on the industry itself to do anything effective. While 40 of our smaller football clubs have voluntarily renounced sponsorship by gambling companies, most — including the huge Premier League — continue to rely on it. They say that they would be financially bereft without it. They said the same thing when tobacco advertising was banned, but they seem to have survived.

What can governments do? In 2020, the Spanish government imposed an almost total ban on gambling advertising in sport; earlier this year, however, the Supreme Court of Spain overturned a large part of this. Australia was moving in the direction of an online advertising ban, but the industry has fought back, and the government seems to be in retreat. In Belgium, however, an almost total ban was imposed last year, despite vociferous opposition from the industry, the clubs and the media. It can be done.

If and when this general advertising is brought under control, we can be sure that the industry will concentrate all the more on the individual approaches that I mentioned earlier. My committee was told that for gambling safely, “. . . affordability is key . . .” The witness who said this was the CEO of one of the largest gambling companies in the U.K. I think he genuinely meant that he would like to see less gambling by those who can least afford it. Some of his colleagues at the table might have thought differently.

I am regrettably confident that it is the most vulnerable and those who can least afford to lose who will be most closely targeted at an individual level through these algorithms. There are many outrageous examples of tempting special offers, free bets, free money and so on being made to those who have self-excluded. Here the controls available to regulators are less effective, but they do have one powerful weapon: In an extreme case, the regulator can in the U.K. suspend or even revoke the licence of an operator who is in persistent and flagrant breach of the rules. I and my committee would like to see this sanction used if necessary. Just the threat of it might improve the conduct of some of the operators.

s'appliquait uniquement à la publicité lors de la mi-temps. Les barrières autour du terrain demeurent pleines de publicités pour les jeux de hasard. C'est aussi le cas des maillots des joueurs. L'an dernier, l'industrie a promis d'arrêter de faire de la publicité sur le devant des maillots des joueurs en 2026, mais il y aura tout de même de la publicité sur le dos et les manches.

Donc, que peut-on faire? De toute évidence, on ne peut et ne doit pas compter sur l'industrie pour mettre elle-même en place des mesures efficaces. Alors que 40 de nos petits clubs de football ont volontairement renoncé aux commandites des sociétés de jeux de hasard, la plupart de clubs — y compris dans la très importante Premier League — continuent de compter sur cette publicité, affirmant que sans elle, ils connaîtraient des difficultés financières. Ils ont dit la même chose lors de l'interdiction de la publicité sur le tabac, mais ils semblent avoir survécu.

Que peuvent faire les gouvernements? En 2020, le gouvernement espagnol a imposé une interdiction presque totale de la publicité sur les jeux de hasard dans le sport. Plus tôt cette année, cependant, la Cour suprême d'Espagne a invalidé une bonne partie de l'interdiction. L'Australie visait une interdiction de la publicité en ligne, ce à quoi l'industrie s'est opposée avec véhémence. Le gouvernement semble avoir reculé. En Belgique, toutefois, une interdiction presque totale a été imposée l'an dernier malgré la vive opposition de l'industrie, des clubs et des médias. C'est possible.

Lorsque ce type de publicité générale sera endigué, le cas échéant, il est certain que l'industrie mettra davantage sur les approches individuelles que j'ai mentionnées plus tôt. Devant mon comité, un témoin a indiqué que pour des jeux de hasard sécuritaires, « l'accessibilité financière est la clé ». Ce sont les propos du PDG d'une des plus importantes sociétés de jeux de hasard du Royaume-Uni. Je pense qu'il voulait vraiment dire qu'il souhaiterait que les gens qui ont moins les moyens jouent moins fréquemment. Certains de ses collègues étaient en désaccord.

J'ai malheureusement la conviction que ce sont les plus vulnérables et ceux qui ont moins les moyens de perdre de l'argent qui seront les plus ciblés, individuellement, par ces algorithmes. Il existe une multitude d'exemples scandaleux d'offres spéciales alléchantes faites auprès de participants à des programmes d'auto-exclusion : mises gratuites, argent gratuit, etc. Ici, les mesures de contrôle qui s'offrent aux organismes de réglementation sont moins efficaces, mais comprennent une arme puissante. Dans les cas extrêmes, l'organisme de réglementation peut, au Royaume-Uni, suspendre ou même révoquer le permis d'un exploitant qui enfreint les règles de manière récurrente et flagrante. Mon comité et moi souhaitons que cette sanction soit appliquée au besoin. La simple menace d'être frappé d'une telle sanction pourrait inciter certains exploitants à améliorer leur comportement.

That was a brief summary of the position as I see it. I would be happy to try to answer whatever questions you may have for me. Thank you.

The Chair: Thank you, Lord Grade. I remind our viewing audience that today, the Standing Senate Committee on Transport and Communications is studying Bill S-269, An Act respecting a national framework on advertising for sports betting.

Senator Simons: Thank you very much, Lord Grade, for taking the time to speak to us from across an ocean.

It's important for us to understand context here. Canada only legalized single-game sports betting in 2021, and most of Canada still doesn't allow it, so we have a very different ecosystem than you do in Great Britain. We're at the beginning of solving a problem that the government — I opposed the legalization of single-game sports betting when the bill came before us. We've created this as a situation fairly recently.

By way of comparison, can you explain to us what kinds of sports betting are currently legal in Britain and how long that has been the case?

Lord Grade: Essentially any kind of betting. There is spread betting and betting on results. You can bet on anything, really, through the betting exchanges that exist online, you know, if you can find somebody who will —

Senator Simons: There is the joke that you can bet on who's going to win an American presidential debate or the Oscars. That is always somehow done through bookies in London.

Lord Grade: Yes, that's correct. I don't think there is any inhibition on any form of betting in the U.K., provided that the person who is offering the bet is saying you're betting on what you're actually betting on so that it's fair to the consumer, and that they are transparent about what the odds are, et cetera. So there are no restrictions.

This has been the case since 2005, when the current Gambling Act became an act. It was, unfortunately, a year before the smartphone arrived, and the provisions of the 2005 act have lamentably failed to deal with the explosion. The idea that you could sit in your bath for half an hour and lose \$20,000 wasn't a concept in 2005. This is where it has gone haywire.

Senator Simons: When I say "football," I mean a different kind of sport than when you say "football," but one of the challenges that we have here is that professional football in Canada is under incredible financial strain because people are opting to watch the American rather than the Canadian game.

Voilà un aperçu de la situation, comme je la perçois. C'est avec plaisir que je répondrai à vos questions. Je vous remercie.

Le président : Merci, lord Grade. Je rappelle à notre auditoire que le Comité sénatorial permanent des transports et des communications étudie aujourd'hui le projet de loi S-269, Loi concernant un cadre national sur la publicité sur les paris sportifs.

La sénatrice Simons : Merci beaucoup, lord Grade, de prendre le temps de nous parler depuis l'autre côté de l'océan.

Il est important de comprendre le contexte ici. Le Canada a légalisé les paris sportifs sur un événement unique en 2021 seulement, et cela demeure interdit dans la plupart des régions du pays. Donc, notre écosystème est très différent de celui de la Grande-Bretagne. Nous commençons à nous attaquer à un problème que le gouvernement... J'ai voté contre la légalisation des paris sportifs sur un événement unique lorsque le projet de loi a été présenté. Nous avons créé cette situation assez récemment.

À titre de comparaison, pouvez-vous nous dire quels types de paris sportifs sont actuellement légaux en Grande-Bretagne et depuis combien de temps?

Lord Grade : Essentiellement, tous les types de paris. Il y a les paris sur écarts et les paris sur résultats. Vous pouvez parier sur n'importe quoi, en fait, sur les plateformes de paris en ligne, vous savez, si vous parvenez à trouver quelqu'un qui veut bien...

La sénatrice Simons : La blague qui circule, c'est qu'on peut parier sur le vainqueur d'un débat présidentiel américain, ou sur les Oscars. C'est toujours possible, d'une manière ou d'une autre, par l'intermédiaire de preneurs aux livres à Londres.

Lord Grade : Oui, c'est exact. Je ne pense pas qu'il y ait une inhibition quelconque relativement aux paris au Royaume-Uni, pourvu que la personne qui propose le pari précise explicitement sur quoi porte le pari afin que ce soit équitable pour le consommateur, et fasse preuve de transparence pour les cotes, etc. Donc, il n'y a aucune restriction.

C'est ainsi depuis 2005, lorsque l'actuelle Gambling Act a été adoptée. Malheureusement, c'était un an avant l'émergence des téléphones intelligents, et les dispositions de la loi de 2005 ont lamentablement échoué à composer avec cette explosion. En 2005, personne n'avait pensé qu'on puisse perdre 20 000 \$ en une demi-heure, bien assis dans son bain. C'est là que les choses ont commencé à dérapier.

La sénatrice Simons : Vous et moi ne pensons pas au même sport lorsque nous employons le mot « football », mais un des défis, ici, c'est que le football professionnel au Canada est soumis à un incroyable stress financier parce que les gens choisissent de regarder le football américain au lieu du football

The Canadian game is really suffering, and I think the idea was that if you allowed single-game sports betting, it would rejuvenate interest in a sport that was in economic crisis.

Do people make the same argument in England, not just that they need the revenues from the advertising, but that if people are moving away from watching sports on television, they need the gambling to drive new audiences?

Lord Grade: No, I don't think that is the case in the U.K. Sport is the biggest driver of television viewing — soccer, cricket, rugby, you name it. We are a sports-mad nation. We don't have the excitement of hockey that you do, but we have pretty much every other sport.

I think you're in a fortunate position in Canada, if I dare say so, and I'm sure it is the work of this committee to learn from what has happened in other countries, because you're on the lower slopes of a mountain to climb, and there are a lot of lessons from around the world.

There is no harm in betting. Most people survive gambling. They bet on a horse in the Derby, the Grand National or the Kentucky Derby, whatever; that's fine. But there is in the corner of the betting "punters," if I can use that word. It is a very toxic corner, and a lot of people suffer, sometimes fatally, from out-of-control gambling. That is where regulation and legislation come in.

Senator Simons: In Canada, traditionally the problem has been with games of chance — with video lottery terminals and casino betting — and this is a newer thing for us.

Because we're very early to the game, what would you recommend? We only just legalized this, so we're only just now dealing with the consequences of the advertising. And because we're a very large country, if the advertising is taking place in one province, people who are online or watching the game can see the advertising even if they're technically not supposed to be betting in their province. What would you suggest as ground rules for what we would want to create going forward?

Lord Grade: I believe the betting companies' primary focus with account holders — and most people bet with credit cards or debit cards — must be doing affordability checks. The technology exists to control this. If someone is betting \$10,000 cash a month and they're earning \$30,000 a year, which you can usually tell by their postcode or their spending habits or whatever, they shouldn't be accepted. It's the gambling operators who have control of that.

canadien. Le football canadien connaît de véritables difficultés, et je pense que l'idée était que permettre les paris sportifs sur un match unique contribuerait à relancer l'intérêt pour un sport en pleine crise économique.

Fait-on valoir les mêmes arguments en Angleterre, pas seulement qu'ils ont besoin des revenus publicitaires, mais qu'ils auront besoin des paris sportifs pour attirer de nouveaux publics si les gens délaissent le sport télévisé?

Lord Grade : Non, je ne pense pas que ce soit le cas au Royaume-Uni. Le sport — football, cricket, rugby et tout le reste — est le principal moteur de l'auditoire télévisuel. Nous sommes une nation passionnée de sport. Nous n'avons pas l'enthousiasme pour le hockey que vous avez chez vous, mais nous avons pratiquement tous les autres sports.

Je pense que vous êtes dans une position privilégiée au Canada, si j'ose dire, et je suis certain que votre comité saura tirer des leçons de ce qui s'est passé ailleurs, car vous êtes au bas d'une montagne à gravir, et il y a une multitude de leçons à tirer de partout dans le monde.

Parier n'est pas mal en soi. La plupart des gens survivent à cela. Ils parient sur un cheval lors d'un derby, comme le Grand National ou le derby du Kentucky, peu importe. Cela ne pose pas problème. Par contre, c'est un problème dans le coin des joueurs compulsifs, pour employer ce terme. C'est très toxique. Le jeu compulsif cause de la souffrance chez beaucoup de gens, allant parfois jusqu'à les pousser à la mort, d'où l'importance de la réglementation et de la législation.

La sénatrice Simons : Au Canada, le problème est habituellement lié aux jeux de hasard, comme les terminaux de loterie vidéo et le jeu en casino. Ce dont nous parlons est relativement nouveau pour nous.

Par conséquent, que recommanderiez-vous? Nous venons tout juste de légaliser cela, et nous commençons à peine à constater les répercussions de la publicité. En outre, en raison de la vaste étendue de notre pays, une publicité diffusée dans une province donnée peut être vue par des gens qui regardent le match à la télévision ou en ligne, même si, techniquement, les paris sont interdits dans leur province. Selon vous, quelles règles de base devrions-nous envisager pour l'avenir?

Lord Grade : Je pense, puisque la plupart des gens utilisent une carte de crédit ou de débit pour faire des paris, que les sociétés de jeu devraient mettre l'accent sur la vérification de la capacité financière des titulaires de comptes. La technologie existe déjà. Si une personne fait des paris à hauteur de 10 000 \$ par mois, comptant, mais gagne 30 000 \$ par année, ce qu'il est possible de déduire, en général, avec son code postal ou ses habitudes de consommation, il ne devrait pas être accepté. Ce sont les exploitants de jeux de hasard qui contrôlent cela.

I'm not familiar with how regulation is intended to work in Canada, whether it's statewide or how it operates, but the second important thing is for the regulator to test games or bets that are put on the market and the way they're marketed, to test them for addiction. This is incumbent and not difficult. You ought to be able to measure the addictive quality of the games that they come up with. Any product you're putting on the market should be tested for its addictive qualities.

Senator Simons: Thank you very much.

Senator Quinn: Thank you, sir, for being here this morning from across the pond.

As Senator Simons mentioned, we are probably in the early stages of this as a country. You mentioned we're on the lower slope. What can we learn from you? My question is this: Do you have statistics that clearly demonstrate the relationship between gambling and effects on health, families, crime and employment that you could share with us, so that we could see what the future could be if we don't get this under control now?

Lord Grade: I will be very happy to go back and furnish whatever information we have to the committee as quickly as possible, if I may take a second to make a note. It's really measuring the harm, isn't it? I'll take that back and get that to you as fast as I can.

Senator Quinn: Thank you, sir, for doing that.

Lord Grade: It's a very important point.

Senator Quinn: The other thing you stated was that governments tend to back off. That brings me to this question: What is the lobbying activity of these big companies in the U.K.? Is it front and centre? Are there big monetary supporters of all political parties, influential with various individuals in big areas? Can you speak a little about that?

Lord Grade: I don't think they need to be seen to be individually lobbying or contributing to funds. Their biggest supporter, I suspect — this is an opinion on my part — is His Majesty's Treasury, who earn a lot of revenue and are very anxious to see that the take from the gambling sector is not reduced. Many of the measures that we would like to see to reduce the toxic harm in the corner of the betting universe may well affect the revenues. I think you're always fighting the Treasury.

J'ignore comment la réglementation est censée fonctionner au Canada, si elle s'applique à l'ensemble du pays ou comment elle fonctionne, mais il y a un deuxième élément important : l'organisme de réglementation doit faire un contrôle des jeux ou paris offerts sur le marché et de la promotion de tels jeux afin de déterminer le risque de dépendance. Il s'agirait d'une obligation; ce n'est pas difficile. Vous devriez pouvoir mesurer le caractère addictif des jeux qu'ils offrent. Tout produit destiné au marché devrait faire l'objet d'une vérification du caractère addictif.

La sénatrice Simons : Merci beaucoup.

Le sénateur Quinn : Merci, monsieur, de comparaître aujourd'hui depuis l'autre côté de l'océan.

Au pays, comme la sénatrice Simons l'a mentionné, nous en sommes seulement aux premières étapes de ce processus, probablement. Vous avez dit que nous sommes au bas d'une montagne. Quels enseignements pouvez-vous nous donner? Ma question est la suivante : avez-vous des statistiques à nous fournir qui démontrent clairement la relation entre le jeu et ses effets sur la santé, les familles, la criminalité et l'emploi? Nous aimerions voir ce que pourrait nous réserver l'avenir si nous ne nous attaquons pas à ce problème maintenant.

Lord Grade : Je serai ravi de transmettre au comité tous les renseignements que nous avons dans les plus brefs délais. Donnez-moi un instant pour prendre cela en note. Le but est essentiellement de mesurer le tort, n'est-ce pas? J'ai noté la question et je vous enverrai ces renseignements le plus rapidement possible.

Le sénateur Quinn : Je vous en remercie, monsieur.

Lord Grade : C'est un point très important.

Le sénateur Quinn : Vous avez également déclaré que les gouvernements ont tendance à reculer. Cela m'amène à vous poser la question suivante : quelle est la nature des activités de lobbying de ces grandes sociétés au Royaume-Uni? Sont-elles au premier plan? Offrent-elles du soutien financier important à tous les partis politiques? Ont-elles une influence auprès de diverses personnes dans des domaines importants? Pouvez-vous en dire davantage à ce sujet?

Lord Grade : Je ne pense pas qu'elles aient besoin de faire du lobbying ou de contribuer à des fonds. Je dirais — c'est une simple opinion — que leur plus important soutien est le Trésor de Sa Majesté, qui engrange beaucoup de recettes et qui souhaite ardemment que les recettes du secteur des jeux de hasard ne soient pas réduites. Beaucoup de mesures que nous aimerions voir être mises en œuvre pour réduire les répercussions toxiques liées au jeu pourraient avoir une incidence sur les recettes. Je pense qu'on se retrouve toujours à se battre contre le Trésor.

Senator Quinn: Do you have information about what the financial impact is for the revenue side of the house in the U.K., so we can have a bit of an appreciation for that?

In Canada, the proliferation of online betting and advertising and whatnot by those folks on TV has tapped into the star marketplace. There are some actions that are under way to prevent that from happening, but there are ways of getting around it. We have our superstar hockey players — for example, a name you might know, Wayne Gretzky, a guy from Edmonton, Alberta, from days gone by.

Lord Grade: Indeed.

Senator Quinn: In any case, is that a big issue there, where you have your absolute star players that kids just adore, and they see their holy grail, if you will, on TV promoting gambling? Do you have that sort of issue or has that been restricted somehow?

Lord Grade: It hasn't been restricted, no. There is no restriction on it, but it should be swept up in any regulations or legislation you bring in that has to do with marketing and what is and isn't allowed.

What cropped up very often in our discussions on this particular point was the association of gambling with sport, whether that's through individual ambassadors for betting companies or whatever, creates a situation of normalization; people begin to believe that sport and betting are two sides of the same coin, which they absolutely aren't and should not be.

All these things contribute to the normalization of gambling. There is no harm in gambling if it's regulated and vulnerable people are protected, almost from themselves.

Senator Quinn: I do have a supplementary question, if I may. It's more of an interest question than anything else. We've had incidents in various sports in North America where superstar players have been caught gambling, betting against their own team or for other teams. Have you folks in the U.K. run into similar things?

Lord Grade: Very occasionally, and they're dealt with extremely harshly when discovered.

Senator Quinn: Okay, great. Thank you.

Senator Miville-Dechêne: Thank you, Lord Grade, for being here. I will take this issue from another angle, which is children and minors being affected by advertising. You have a very impressive Online Safety Act that is coming into force soon. Is there anything there that could be used to protect children from this? I must say I'm surprised that the U.K. has not acted on this advertisement question, since you were the first — or among the first — to stop children from betting, because at one point they were betting online. From the research I've done, you were one of the first to say that we have to be stricter for that.

Le sénateur Quinn : Savez-vous quelles seront les conséquences sur les revenus de la chambre du Royaume-Uni?

Au Canada, la prolifération des paris en ligne, de la publicité et de tout le reste à la télévision a créé un marché pour les célébrités. Certaines mesures ont été prises pour éviter cela, mais il est possible de les contourner. Nous avons des hockeyeurs célèbres... Par exemple, vous connaissez peut-être Wayne Gretzky, d'Edmonton, en Alberta.

Lord Grade : En effet.

Le sénateur Quinn : Dans tous les cas, est-ce qu'il s'agit d'un enjeu important chez vous : de grands joueurs que les jeunes adulent, qui font la promotion du jeu à la télévision? Avez-vous connu ce genre de problèmes ou avez-vous réussi à les éviter d'une certaine façon?

Lord Grade : Nous n'avons pas réussi à les éviter, non. Il n'y a aucune restriction, mais il faudrait désigner les pratiques de commercialisation permises ou interdites dans la mesure législative que vous allez proposer.

Ce qui a souvent émergé de nos discussions sur ce point en particulier, c'est l'association du jeu et du sport, par l'entremise des ambassadeurs pour des entreprises de paris sportifs ou autres, ce qui crée une situation de normalisation. Les gens croient que le sport et le jeu vont de pair, ce qui n'est absolument pas le cas, et qui ne devrait pas l'être.

Tous ces éléments contribuent à la normalisation du jeu. Il n'y a pas de danger associé au jeu s'il est réglementé et que les personnes vulnérables sont protégées... d'elles-mêmes, je dirais.

Le sénateur Quinn : J'aimerais vous poser une autre question, si vous me le permettez, sur un sujet qui m'intéresse. Il y a eu plusieurs incidents en Amérique du Nord où des joueurs étoiles se sont fait prendre à parier contre leur propre équipe ou pour d'autres équipes. Est-ce que c'est arrivé également au Royaume-Uni?

Lord Grade : Très occasionnellement, et ces cas sont traités de façon très sévère lorsqu'ils sont mis au jour.

Le sénateur Quinn : Très bien. Merci.

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci, lord Grade, d'être avec nous aujourd'hui. Je vais aborder la question selon un autre angle, soit celui des enfants et des mineurs qui sont affectés par la publicité. Votre loi sur la sécurité en ligne est très impressionnante. Elle entrera en vigueur sous peu. Est-ce qu'elle contient des mesures pour protéger les enfants contre une telle publicité? Je dois dire que je suis surprise de constater que le Royaume-Uni n'a pas abordé la question de la publicité, puisque vous avez été les premiers — ou parmi les premiers — à empêcher les enfants de faire des paris en ligne. D'après mes

How do you explain the situation getting completely out of hand on this question in the U.K., considering the progress you've made? Children, obviously, are not all bettors, but if you are in contact with advertisements from early on, it can have an effect on you all your life.

Lord Grade: There is no question. I'm Chairman of Ofcom, which is the communications regulator in the U.K., and we are charged with implementing the Online Safety Act. You make a very relevant point, which is about age verification online, but it should certainly apply to the gambling sector. Age verification is not a perfect science yet. There are all kinds of technologies that are vying to be the most reliable, whether it's facial recognition or all kinds of other things, different ways that —

Senator Miville-Dechêne: Age estimation.

Lord Grade: Yes, it's terribly important. The gambling operators, within their licence, should be required on pain of severe sanctions to ensure that their age verification is as reliable as it possibly can be. There is too much in our report — I can't remember the numbers, but we were absolutely shocked to find evidence of how many underage children were getting through the system and gambling.

Senator Miville-Dechêne: So what about the climate? How do you explain that you still have not legislated on this question of gambling advertising across the board? Is it just a question of, as you said earlier, government getting money out of it? Is it because you have other priorities? Is it because of legal obstacles?

Lord Grade: No. As you will know, governments and legislatures are incredibly busy all the time, and it is about finding the legislative or government time to make sure. In our report, I think there were 60-odd recommendations, and only 3 or 4 that required primary legislation. A lot of that could be done by the regulator or by the government via secondary legislation, what we call statutory instruments. So it really takes political will, and it also requires the government of the day, the ministry responsible, to hold the regulator to account for failures to act to stop the bad behaviour by the gambling operators.

Senator Miville-Dechêne: Thank you so much. I don't know if we already have your report, but if we don't, could we have it along with the little package you're going to send us?

recherches, vous avez été parmi les premiers à dire qu'il fallait des mesures plus strictes en la matière.

Comment vous expliquez-vous que la situation ait complètement dégénéré au Royaume-Uni, étant donné les progrès que vous avez réalisés? Bien sûr, les enfants ne font pas tous des paris, mais s'ils sont assujettis à la publicité dès leur jeune âge, cela peut avoir une incidence sur leurs comportements plus tard.

Lord Grade : Cela ne fait aucun doute. Je suis président de l'Ofcom, qui est l'organisme de réglementation des communications du Royaume-Uni, et nous sommes responsables de la mise en œuvre de la loi sur la sécurité en ligne. Vous soulevez un point très pertinent au sujet de la vérification de l'âge en ligne, mais il faudrait qu'elle s'applique au secteur du jeu. Ce n'est pas une science parfaite. Il y a toutes sortes de technologies qui cherchent à être les plus fiables en matière de reconnaissance faciale et autres, de diverses façons afin...

La sénatrice Miville-Dechêne : Pour estimer l'âge des personnes.

Lord Grade : C'est extrêmement important. Les exploitants de jeux de hasard devraient être tenus de s'assurer que leur système de vérification de l'âge des joueurs est aussi fiable que possible, sous peine de sanctions sévères. Dans notre rapport, il y a trop... Je ne me souviens pas des chiffres exacts, mais nous avons été consternés de voir combien d'enfants arrivaient à entrer dans le système et à jouer.

La sénatrice Miville-Dechêne : Qu'en est-il du climat? Comment justifiez-vous le fait que vous n'avez pas encore réglementé la question de la publicité du jeu de façon générale? Est-ce que c'est simplement parce que le gouvernement fait de l'argent avec le jeu? Est-ce parce que vous avez d'autres priorités? Est-ce à cause d'obstacles juridiques?

Lord Grade : Non. Comme vous le savez, les gouvernements et les législatures sont toujours très occupés, et il faut trouver le temps pour le faire. Je crois que notre rapport contient environ 60 recommandations, et seulement trois ou quatre d'entre elles visent une loi principale. Bon nombre des recommandations pourraient être abordées par l'entremise d'un règlement ou d'une loi secondaire, que nous appelons des textes réglementaires. Il faut donc une volonté politique et il faut que le gouvernement du jour — le ministère responsable — demande des comptes à l'organisme de réglementation s'il n'agit pas pour mettre fin aux mauvais comportements des exploitants de jeux de hasard.

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci beaucoup. Je ne sais pas si nous avons votre rapport, mais si nous ne l'avons pas, pourriez-vous le joindre aux autres documents que vous voulez nous transmettre?

Lord Grade: Absolutely. I'll resend it. I think the clerk has it, but I will ensure that it's sent.

Senator Miville-Dechêne: Thank you very much.

Senator M. Deacon: Thank you very much for being here today, Lord Grade. It's greatly appreciated. I'm the individual who is sponsoring the bill here, and we've invested quite a bit into some of the information.

Just before I ask the questions — and I will try to keep it to as few questions as possible — the two pieces that have come up thus far, number one is acknowledging we've been at this almost two years, and in that period of two years we are collecting by the day Canadian data, and a lot of it with support from the University of Bristol and the CBC working together on the connections between online gambling and advertising and the mental health of young people. That is coming along quite well. For the committee, one of the summer take-home projects was breaking down this country and what the revenues are. It's sometimes hard to find where this money goes. Submitted to this committee in late August was an update on what it looks like here province by province. I want my colleagues to ensure you know that became a summer holiday project.

As I listened today, one of the things you talked about and one of your catchier recommendations in your 2020 report was that the gambling operators should no longer be allowed to advertise on clothing or sports teams or any visible parts of their kit, and that there should be no gambling advertising in or near sports grounds and the venues, both professional and amateur.

How does your committee feel about that as time marches on? You've been at this now for three or four years, and the Premier League football club that you touched on earlier said they would voluntarily remove advertising from jerseys for their 2025-26 season. Is there any effort to enshrine this in law, either having professional sports begin the process or suggesting this be done?

Lord Grade: I don't think it needs primary legislation, and if it did, it would take years to get it into the queue and through both houses of Parliament. The clubs are worried; they're facing in two directions. First, they don't want to lose the revenue; and second, the reputational risk is so great. Hardly a month goes by without another story of a tragedy of somebody who has taken their own life as a result of running up gambling debts and the shame and horror of it all and being unable to deal with it. So there is a reputational risk and a revenue risk.

Lord Grade : Absolument. Je vais l'envoyer de nouveau. Je crois que le greffier l'a reçu, mais je vais m'assurer de vous l'envoyer.

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci beaucoup.

La sénatrice M. Deacon : Lord Grade, nous vous remercions d'être avec nous aujourd'hui. Nous vous en sommes très reconnaissants. Je suis la marraine du projet de loi, et nous avons beaucoup investi dans certains renseignements.

Juste avant de poser mes questions — et je vais essayer de m'en tenir au moins de questions possible —, j'aimerais aborder deux éléments qui ont été soulevés jusqu'à maintenant. Le premier vise à reconnaître que nous travaillons à ce dossier depuis près de deux ans, et qu'au cours de cette période, nous avons recueilli quotidiennement des données canadiennes — en grande partie grâce au soutien de l'Université de Bristol et de la CBC — sur les liens entre le jeu en ligne, la publicité et la santé mentale des jeunes. Le travail avance bien. Cet été, le comité a fait une ventilation des revenus au pays. Il est parfois difficile de savoir où va cet argent. Le comité a reçu à la fin du mois d'août une mise à jour sur la situation dans chaque province. Je tenais à ce que vous sachiez qu'il s'agissait de l'un de nos projets pour les vacances d'été.

Ce que vous dites aujourd'hui, et c'est l'une des recommandations de votre rapport de 2020, c'est que les exploitants de jeux de hasard ne devraient plus être autorisés à faire de la publicité sur les vêtements des équipes sportives ou sur toute autre partie visible de leur équipement, et qu'il ne devrait pas y avoir de publicité sur le jeu sur les terrains de sport ou dans le cadre des événements professionnels et amateurs, ou à proximité de ceux-ci.

Quel est le sentiment de votre comité sur le sujet, alors que le temps passe? Cela fait maintenant trois ou quatre ans que vous y travaillez, et le club de football de la Premier League dont vous avez parlé plus tôt a dit qu'il retirerait volontairement la publicité des maillots pour sa saison 2025-2026. Y a-t-il des efforts pour enchaîner cette mesure dans la loi, soit en faisant en sorte que les ligues professionnelles entament le processus ou en suggérant que cela se fasse?

Lord Grade : Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'adopter une loi principale, et si c'était le cas, il faudrait des années pour que le projet de loi passe dans la file d'attente et par les deux chambres du Parlement. Les clubs sont inquiets; ils sont déchirés, parce qu'ils ne veulent pas perdre de revenus d'une part et que le risque d'atteinte à leur réputation est très grand d'autre part. Il ne se passe pas un mois sans qu'on entende parler d'une tragédie, d'une personne qui s'est enlevé la vie parce qu'elle avait accumulé des dettes de jeu, qu'elle avait honte et qu'elle était incapable de faire face à la situation. Il y a donc un risque pour la réputation et un risque pour les recettes.

In the end, the market has a way of sorting that out. When smoking advertising was banned completely, the hole filled up quite quickly with new advertisers, new people who saw opportunities to take advantage of. The market will take care of it. If they have less money to pay the agents and players, that's probably not a bad thing.

Senator M. Deacon: Thank you. When we look at the bill here in Canada and what we're trying to make happen here, advertising is our starting point for sure. However, we're also looking at tasking the government with finding measures to prevent minors from becoming problematic gamblers and setting out national standards for the prevention and diagnosis of problematic gambling.

In your 2020 report, you said that over 50,000 children in the U.K. are problematic gamblers. What actions do you wish the government would take — or would have taken back in 2010, or 2005 when the Gambling Act was opened up to prevent this from happening?

Lord Grade: I don't think the governments need to do it. Allowing underage gambling or underage drinking or those things is illegal. The regulator needs to step in, monitor it and be sure they understand how secure the age verification and age assessment procedures are within the gambling companies. Once you start talking about primary legislation, you are pushing the date back. I do not think that you need that.

I do not know what powers your regulator has. Are gambling operators licensed in Canada?

Senator M. Deacon: Yes.

Lord Grade: Is it by a gambling regulator?

Senator M. Deacon: Regulators, yes.

Lord Grade: It is the regulators' job. It must be the regulators' job. They must be held to account. It is happening on their watch. They are in charge. They should be ensuring that this is not happening.

I do not know what sanctions they have in Canada, but if they have a licence, you can take it away if they continually misbehave in this egregious manner.

Senator M. Deacon: From what you have been doing and the committee recommendations that you have, do you feel that in your neighbourhood these recommendations can be enacted through regulations, or is legislation required in your work?

Au bout du compte, le marché arrivera à tirer son épingle du jeu. Lorsque la publicité sur le tabac a été interdite, le vide s'est comblé assez rapidement avec de nouveaux annonceurs, de nouvelles personnes qui ont vu des occasions à saisir. Le marché s'en occupera. S'il y a moins d'argent pour payer les agents et les joueurs, ce n'est probablement pas une mauvaise chose.

La sénatrice M. Deacon : Merci. La publicité est certainement le point de départ d'un projet de loi ici, au Canada. Cependant, nous envisageons aussi de demander au gouvernement de trouver des mesures pour empêcher les mineurs de devenir des joueurs à problème et d'établir des normes nationales pour la prévention et le diagnostic des problèmes de jeu.

Dans votre rapport de 2020, vous avez dit que plus de 50 000 enfants au Royaume-Uni avaient un problème de jeu. Quelles mesures souhaiteriez-vous que le gouvernement prenne — ou auriez-vous voulu qu'il prenne en 2010 ou en 2005, lorsque la loi sur le jeu a été créée, pour empêcher que cela se produise?

Lord Grade : Je ne crois pas que ce soit aux gouvernements de s'en charger. Il est illégal de permettre aux mineurs de faire des paris ou de consommer de l'alcool. L'organisme de réglementation doit assurer une surveillance et veiller à ce que les procédures de vérification et d'évaluation de l'âge des sociétés de jeu soient sécuritaires. Une loi principale prendra plus de temps. Je crois que vous devez agir plus rapidement.

Je ne sais pas quels sont les pouvoirs de votre organisme de réglementation. Est-ce que les exploitants de jeux de hasard détiennent un permis au Canada?

La sénatrice M. Deacon : Oui.

Lord Grade : Est-ce qu'il est émis par un organisme de réglementation du jeu?

La sénatrice M. Deacon : Des organismes de réglementation, oui.

Lord Grade : C'est la responsabilité des organismes de réglementation. Il faut qu'ils soient tenus responsables. C'est leur responsabilité. Ils doivent veiller à ce que cela ne se produise pas.

Je ne sais pas quelles sont les sanctions au Canada, mais si les exploitants ont un permis, on peut leur retirer lorsqu'ils se comportent de façon éhontée.

La sénatrice M. Deacon : D'après votre travail et les recommandations que vous avez faites au comité, croyez-vous que, au sein de votre administration, ces recommandations pourraient être mises en œuvre par l'entremise de règlements ou est-ce qu'il faudrait adopter des lois?

Lord Grade: In the U.K., as you will see in the report, there are only 5 or 6 recommendations out of 60 that require primary legislation, and that is about a statutory levy on the gambling operators to pay for regulation and the harm that they cause, aftercare and so on. Most of it can be handled through an effective regulator that is accountable to Parliament.

Senator M. Deacon: An example that is in your face and in your space this morning — it is Tuesday morning in Canada — is looking at the enticements and promotion on gambling sites. When checking the website this morning, which advertised prominently during the Olympic Games this summer through our national broadcaster, the first things that popped up were these enticements of up to \$500 in bonus money and a second chance of up to \$250.

I believe that in your 2020 report, you strongly condemned these enticements. From what you've learned with respect to cause and effect, why do you find these particularly disturbing and bad, and has any action been taken on this in the U.K.?

Lord Grade: Anybody who is not completely in control of their gambling habit is extremely vulnerable to offers of free bets and money. People who desperately need help with their addictions are not helped by offers of free money — “Oh, well, it is not going to cost me anything” — and they can get sucked in again. It is like the alcoholic saying, “One drink is fine.” It isn't fine.

Again, this comes down to the regulator. Parliaments need to set principles by which the regulator then needs to effect regulation and impose it with heavy sanctions and a heavy hand to begin with, because the gambling operators have gotten into bad habits.

Senator M. Deacon: Could I get a clarification about something you said earlier? We do talk about a whistle-to-whistle ban, but in Canada we talk about what I would call a real whistle-to-whistle ban, where five minutes before and five minutes after, whether it is broadcasters during the quarters, the periods, whether it is signage, it is a full whistle-to-whistle ban. As I understand it, yours is “kind of, sort of but not really.” Is that correct?

Lord Grade: Exactly. That is beautifully put.

Senator M. Deacon: Thank you.

Senator Cardozo: Thank you, Lord Grade, for being here. I am pleased to speak with you because I am interested in your role as Chair of Ofcom. I served as a commissioner on the CRTC, which is your counterpart in Canada. It has a long name:

Lord Grade : Comme vous le constaterez dans le rapport, au Royaume-Uni, seules cinq ou six de ces 60 recommandations nécessitent l'adoption de lois principales, et elles visent des redevances prévues par la loi pour que les exploitants paient pour la réglementation, les préjudices qu'ils causent, les mesures de suivi et ainsi de suite. La plupart des recommandations peuvent être mises en œuvre par l'entremise d'un organisme de réglementation qui relève du Parlement.

La sénatrice M. Deacon : Je pense entre autres à toute la promotion qui est faite sur les sites Web. Ce matin — nous sommes mardi matin ici, au Canada —, lorsque j'ai regardé le site Web dont on avait largement fait la promotion sur les ondes de notre diffuseur national pendant les Jeux olympiques cet été, la première chose qui est apparue, ce sont ces offres allant jusqu'à 500 \$ d'argent supplémentaire et d'une deuxième chance allant jusqu'à 250 \$.

Je crois que, dans votre rapport de 2020, vous dénonciez vivement ce type d'offre. D'après ce que vous avez appris du rapport cause à effet dans ce domaine, qu'est-ce qui est particulièrement dérangent dans ces pratiques? Quelles mesures ont été prises au Royaume-Uni en ce sens?

Lord Grade : Une personne qui ne contrôle pas entièrement ses habitudes de jeu est très vulnérable à des offres de pari gratuit ou d'argent. On n'aide pas les gens qui ont une dépendance lorsqu'on leur fait de telles offres. Ils se disent qu'ils peuvent jouer et que cela ne leur coûtera rien, mais ils se retrouvent ensuite aux prises avec les mêmes problèmes. C'est comme un alcoolique qui se dit qu'il peut bien prendre un verre et que ce ne sera pas grave. Ce n'est pas vrai.

Cela revient une fois de plus à l'organisme de réglementation. Les parlements doivent établir des principes pour que cet organisme mette en œuvre des règlements et y associe des sanctions sévères, et qu'il adopte une approche rigoureuse dès le départ, parce que les exploitants de jeux du hasard ont pris de mauvaises habitudes.

La sénatrice M. Deacon : Est-ce que vous pourriez m'expliquer une chose que vous avez dite plus tôt? On parle d'une interdiction entre le premier et le dernier coup de sifflet, mais au Canada, ce serait une interdiction complète, puisque cinq minutes avant et cinq minutes après la partie, qu'il s'agisse de la diffusion pendant les quarts ou les périodes... C'est une interdiction complète. Selon ce que je comprends, dans votre cas, c'est plutôt une interdiction partielle. Est-ce exact?

Lord Grade : Exactement. C'est très bien dit.

La sénatrice M. Deacon : Merci.

Le sénateur Cardozo : Merci, monsieur Grade, d'être ici. Je suis heureux de m'adresser à vous parce que je m'intéresse à votre rôle de président de l'Ofcom. J'ai été commissaire au CRTC, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications

the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission. It is interesting to hear what you are doing in comparison to what our agency does.

You talked about gambling regulations and the regulator. My understanding is that the gambling regulators are provincial in Canada. We as a federal Parliament would have minimal sway over them. We have 10 provinces and 3 territories, and each of them do their own thing.

I would like to understand more about what Ofcom does with respect to gambling, and then I have a couple of specific questions in terms of what you have said.

Lord Grade: Ofcom has nothing to do with the gambling world whatsoever. We regulate the pipes that the internet goes through, the phone lines and mobile. We regulate the hardware and that bit.

Gambling is run by a statutory gambling regulator, the Gambling Commission. They are the ones who, in my view and as we say in the report — or certainly it is implicit in the report — have been asleep on the job since the advent of the smartphone with respect to the way the gambling operators have gamed the system.

The gambling regulator has been far too busy worrying about the fairness of games and claims about what the odds are, transparency and so on. They have lost the plot on the way that the operators were using smartphones, advertising and free money and targeting the young and vulnerable people who are overstretched with their gambling addiction.

Senator Cardozo: Is there any role for Ofcom in this situation?

Lord Grade: No. It is purely a coincidence that I chaired the select committee in the House of Lords and am now Chairman of Ofcom.

Senator Cardozo: When you are in Parliament, you chair the select committee.

Lord Grade: Correct. As one of your senators said before, the overlap is the age verification from the Online Safety Act, which is applicable and should be applied throughout the gambling regulator.

Senator Cardozo: As a side clarification, do you continue to be a member of the House of Lords while you are Chair of Ofcom?

Lord Grade: I do, yes, but I do not take a party whip.

Senator Cardozo: Our system is a bit different here. I do not think that one of us would be able to remain in the Senate and chair an agency.

canadiennes, qui est l'équivalent de votre organisation au Canada. Il est intéressant d'entendre ce que vous faites par rapport à ce que fait notre organisation.

Vous avez parlé de la réglementation du jeu et de l'organisme responsable à cet égard. Je crois comprendre que les organismes de réglementation du jeu relèvent des provinces au Canada. En tant que Parlement fédéral, nous n'aurions que très peu d'influence sur eux. Nous avons 10 provinces et trois territoires, et chacun fait ses propres affaires.

J'aimerais en savoir plus sur ce que fait l'Ofcom en ce qui concerne les jeux de hasard; j'aurai ensuite quelques questions précises sur ce que vous avez dit.

Lord Grade : Ofcom n'a absolument rien à voir avec le monde du jeu. Nous réglementons les câbles Internet, les lignes téléphoniques et les cellulaires. Nous réglementons le matériel.

Le jeu est dirigé par un organisme de réglementation du jeu prévu par la loi, la Gambling Commission. C'est l'organisme qui, à mon avis et comme on le dit dans le rapport — on le laisse certainement entendre dans le rapport —, dort au travail depuis l'avènement des téléphones intelligents quant à la façon dont les exploitants de jeux ont déjoué le système.

L'organisme de réglementation du jeu est beaucoup trop occupé à s'inquiéter de l'équité des jeux et des affirmations sur les chances, la transparence, etc. Il a perdu de vue la façon dont les exploitants utilisaient les téléphones intelligents, la publicité et l'argent gratuit, et ciblaient les jeunes et les personnes vulnérables qui sont accablés par leur dépendance au jeu.

Le sénateur Cardozo : L'organisme Ofcom a-t-il un rôle à jouer dans cette situation?

Lord Grade : Non. C'est seulement une coïncidence que j'aie présidé le comité spécial à la Chambre des lords et que je sois désormais le président d'Ofcom.

Le sénateur Cardozo : Lorsque vous êtes au Parlement, vous siégez au comité spécial.

Lord Grade : C'est exact. Comme l'un de vos sénateurs l'a déjà dit, le chevauchement est la vérification de l'âge de l'Online Safety Act, qui s'applique et qui doit être appliquée par l'entremise de l'organisme de réglementation du jeu.

Le sénateur Cardozo : À titre de précision, êtes-vous toujours membre de la Chambre des lords lorsque vous êtes président d'Ofcom?

Lord Grade : Oui, mais je ne prends pas de whip de parti.

Le sénateur Cardozo : Notre système est un peu différent ici. Je ne pense pas que l'un de nous pourrait rester au Sénat et présider un organisme.

Can you talk about how well the age verification works?

Lord Grade: We have taken a view at Ofcom, in relation to online safety, that age verification is very important, but because the technology is moving so fast, we should not say, “This is the technology you should use.” It is up to the operator of the online platform to decide which system they will use for age verification. However, under the terms of the act, whatever they choose must be effective. That is well defined in the act. As technology moves on, age verification becomes more reliable. But it is no good picking up something that is only 50% reliable and saying, “Well, we have done it. We have age verification.” There is a long way to go, but age verification is hugely important.

Senator Cardozo: Do people actually have to show a government ID that would have their date of birth on it?

Lord Grade: That is one way of doing it, but in the gambling world, it would be for the gambling operators to decide whether they wanted to use face or age recognition. There are all kinds of different systems. They will have to choose which one they want to use and will then have to show that it is as effective as the best system available.

Senator Cardozo: The other issue I wish to ask you about is an interesting point you made about — though you did not use the term — income level verification. If a person was betting \$10,000 and their annual income was \$30,000, how would you go about verifying that?

Lord Grade: There are several ways. One is postcode or ZIP Code. Do you call it a ZIP Code in Canada or a postcode?

Senator Cardozo: A postal code.

Lord Grade: A postal code, yes. A postal code will tell you pretty much what sort of bracket someone is in. Then they go through a credit card, though we have stopped gambling operators using credit cards. You have to use a debit card now. With credit cards you can run up debt, but you cannot run up debt on a debit card. That was a very important piece of work that happened.

You need cooperation with the banks and debit card operators. If you apply for a mortgage or loan from the bank, they will know pretty quickly how much you earn and whether it is worth having a conversation with you. The same applies here. The data is there; it exists these days. It is not difficult to mine it, to work out whether somebody can afford to spend \$10,000 in cash on a bet. It is not difficult.

Pouvez-vous parler de l'efficacité de la vérification de l'âge?

Lord Grade : En ce qui concerne la sécurité en ligne, Ofcom est d'avis que la vérification de l'âge est très importante, mais comme la technologie évolue très rapidement, nous ne devrions pas dire, « Voici la technologie que vous devriez utiliser ». Il appartient à l'exploitant de la plateforme en ligne de décider quel système il utilisera pour la vérification de l'âge. Toutefois, aux termes de la loi, la technologie choisie doit être efficace. C'est très bien défini dans la loi. À mesure que la technologie progresse, la vérification de l'âge devient plus fiable. Il est inacceptable de choisir une technologie qui est seulement efficace à 50 % et dire, « Eh bien, nous l'avons fait, nous avons la vérification de l'âge ». Il y a beaucoup de chemin à faire, mais la vérification de l'âge est extrêmement importante.

Le sénateur Cardozo : Les gens doivent-ils montrer une pièce d'identité délivrée par l'État où figure leur date de naissance?

Lord Grade : C'est une façon de procéder, mais dans le monde du jeu, il incomberait aux exploitants de jeux de décider s'ils veulent utiliser la reconnaissance faciale ou de l'âge. Il y a toutes sortes de systèmes différents. Ils devront choisir celui qu'ils veulent utiliser et ensuite prouver qu'il est aussi efficace que le meilleur système disponible.

Le sénateur Cardozo : L'autre question que je souhaite vous poser porte sur un point intéressant que vous avez soulevé — bien que vous n'ayez pas utilisé l'expression — concernant la vérification du niveau de revenu. Si une personne parie 10 000 \$ et que son revenu annuel est de 30 000 \$, comment feriez-vous pour vérifier cela?

Lord Grade : Il y a plusieurs façons de le faire. Il y a notamment avec le code postal ou le code ZIP. S'agit-il d'un code ZIP au Canada ou d'un code postal?

Le sénateur Cardozo : Un code postal.

Lord Grade : Un code postal, oui. Un code postal peut vous révéler à peu près dans quelle catégorie de revenu se trouve une personne. Les gens donnent une carte de crédit, bien que nous ayons interdit aux exploitants de jeux d'utiliser les cartes de crédit. Les gens doivent désormais utiliser une carte de débit. Avec les cartes de crédit, on peut s'endetter, mais on ne peut pas s'endetter avec une carte de débit. C'est un travail très important qui a été réalisé.

Il faut coopérer avec les banques et les exploitants de cartes de débit. Si vous demandez une hypothèque ou un prêt à la banque, elle saura assez rapidement combien vous gagnez et si cela vaut la peine d'avoir une conversation avec vous. Il en va de même ici. Les données sont là; elles existent de nos jours. Il n'est pas difficile de les trouver et de découvrir si une personne a les moyens de dépenser 10 000 \$ en espèces pour un pari. Ce n'est pas difficile.

Senator Cardozo: Isn't that too intrusive? I think we will get a bit of pushback here for that level of —

Lord Grade: It happens all of the time, doesn't it?

In terms of your credit rating and all the rest of it, all of that information is available. If it stops people from committing suicide and all the tragedy that follow from that with families and so on, it is not a big price to pay.

Senator Cardozo: Certainly the debit card strikes me as a relatively simple issue that might be easier to implement and it is not that intrusive with respect to asking people their income level.

Lord Grade: Correct.

Senator Cardozo: Thank you very much.

The Chair: Colleagues, for the audience, a point of clarification: Nothing prevents members of the Senate from serving on boards or as officers of Crown corporations or agencies or, for that matter, serving in any other institution. I'm putting that out there as a point of clarification.

Senator Simons: Lord Grade, it is one thing to regulate conventional advertising. It would be straightforward enough to say this to the NHL, which already does not do this — we do not have hockey players running around with 100 patches on their jerseys. So, yes, we could pre-emptively say that will not be cool with us. We could take the signs down from the boards of the rinks. We can regulate television advertising through the CRTC.

However, as you mentioned, we are now in the time of these devices, which can send tailored ads to you every minute of a live game and ask you if you would like to bet on this shot or on this tiny little bit of the play. It is those tiny micro-bets that really add up for people because then they are caught up in the excitement of the game. They're not just betting on the outcome at the end but on the little slices of action.

How on earth do we regulate that, especially in an international world where even if we did it in Canada, people could get a virtual private network, or VPN, and work around that? In Britain, obviously you are tied into the Continent as well in terms of where you get your information. How on earth does one begin to counter that kind of very targeted micro-advertising?

Lord Grade: You quite correctly identified some of the difficulties, but the solutions are not that difficult to attain.

I do not know whether you have the same thing in Canada, but there is something in banking called KYC, which is "know your customer." It must be incumbent on the gambling operators to know their customers, what they can afford and whether they

Le sénateur Cardozo : N'est-ce pas trop intrusif? Je pense qu'il y aura un peu de résistance pour ce niveau de...

Lord Grade : Cela arrive tout le temps, n'est-ce pas?

En ce qui concerne votre cote de crédit et tout le reste, toutes ces données sont disponibles. Si cela empêche des gens de s'enlever la vie et prévient toutes les tragédies qui en découlent pour les familles, entre autres, ce n'est pas un grand prix à payer.

Le sénateur Cardozo : La carte de débit me semble être une solution relativement simple qui pourrait être facile à mettre en œuvre et qui n'est pas si intrusive pour ce qui est d'interroger les gens sur leur niveau de revenu.

Lord Grade : C'est exact.

Le sénateur Cardozo : Je vous remercie.

Le président : Chers collègues, je vais apporter une clarification pour l'auditoire. Rien n'empêche les membres du Sénat de siéger à des conseils ou d'être des dirigeants de sociétés d'État ou, d'ailleurs, de servir dans toute autre institution. Je tiens à le préciser.

La sénatrice Simons : Lord Grade, c'est une chose de réglementer la publicité conventionnelle. Il serait assez simple de dire cela à la LNH, qui ne le fait déjà pas — nous ne voulons pas que les joueurs se promènent avec 100 écussons sur leur chandail. Donc, oui, nous pouvons dire d'avance que nous ne serions pas d'accord. Nous pourrions retirer les affiches des patinoires. Nous pouvons réglementer la publicité télévisée par l'entremise du CRTC.

Toutefois, comme vous l'avez mentionné, nous sommes à l'ère de ces appareils, qui peuvent envoyer des publicités personnalisées chaque minute d'une partie en direct et vous demander si vous souhaitez parier sur tel ou tel tir ou tel petit détail du jeu. Ce sont des micro-paris qui coûtent très cher aux gens lorsqu'ils se laissent emporter par l'euphorie du jeu. Ils ne font pas que parier sur le résultat final, mais sur les petits segments du jeu.

Comment pouvons-nous réglementer cela, en particulier dans un monde international où, même si nous le faisons au Canada, les gens pourraient obtenir un réseau privé virtuel, ou RPV, et contourner ce problème? En Grande-Bretagne, vous êtes évidemment lié au continent en ce qui concerne l'endroit où vous obtenez vos renseignements. Comment peut-on commencer à contrer ce type de micro-publicité très ciblée?

Lord Grade : Vous avez bien cerné certaines des difficultés, mais les solutions ne sont pas si difficiles à trouver.

Je ne sais pas si vous avez la même chose au Canada, mais il y a quelque chose dans le secteur bancaire qui s'appelle les pratiques de connaissance de la clientèle. Il incombe aux exploitants de jeux de connaître leurs clients, de savoir ce dont

have self-excluded — which they usually ignore. You have a button which says, “I do not wish to gamble anymore.” You press the button, but they still keep sending you things and tempting you.

You have to know your customer and what they can afford. You should not be allowed to address tempting offers to vulnerable people whom you can easily identify as being very vulnerable. It is not difficult. It is about knowing your customer. They have a duty of care to the people that they entice into gambling with them. They absolutely have a duty of care to their customers.

Senator Simons: My question is this: How do you deal with this in a porous, online world? This is one of the reasons we legalized single-game sports betting in the first place.

Lord Grade: Of course.

Senator Simons: People said, well, Canadians are doing it anyway; they are just doing it in a black or grey market. The money is going offshore, and Canadian governments, provincial and federal, aren't gaining any benefit from it. So let's domesticate it. Let's make it safe for Canadians to gamble in Canada. We opened this enormous can of worms because people were very naive. They were thinking of the betting practices of their past where you just bet on the outcome of a game. I'm not sure if the people who supported this bill — I wish to clarify again that I was not one of them — understood that in a digital era, this was going to be a much more complicated, enticing and addictive kind of gambling advertising.

Lord Grade: A bit of context here: Most people in our research, et cetera, gamble responsibly and within their means; it is a flutter and they have fun. They enjoy it and it is harmless.

However, there is a small corner of the market which is extremely vulnerable. That is the bit you are trying to protect in what we have been discussing this morning. That is about understanding the affordability of the customer. They are going to have to use a debit card, or maybe a credit card as well in Canada. I do not know. You capture them that way. Even if they are using a VPN, somehow there has to be a financial transaction which will go through the normal, established monetary transfer system. You can capture them there. It is not difficult. We are trying to protect that small but deeply harmed group of individuals who cannot control their gambling habits.

Senator Simons: I understand these are two different roles that you have played in your life, one with this report and the other being a broadcast regulator.

ils peuvent se permettre et s'ils ont demandé à être bannis du site — ce qu'ils ignorent habituellement. On appuie sur le bouton, mais on continue de vous envoyer des choses pour vous tenter.

Vous devez connaître votre client et ce qu'il peut se permettre. Vous ne devriez pas être autorisé à présenter des offres alléchantes à des personnes vulnérables que vous pouvez facilement repérer comme étant très vulnérables. Ce n'est pas difficile. Il s'agit de connaître sa clientèle. Les exploitants de jeux ont l'obligation de se soucier des gens qu'ils incitent à jouer avec eux. Ils ont un devoir de diligence envers leurs clients.

La sénatrice Simons : Ma question est la suivante : comment gérez-vous cela dans un monde en ligne perméable? C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons légalisé les paris dans les manifestations sportives individuelles.

Lord Grade : Bien entendu.

La sénatrice Simons : Les gens ont dit que les Canadiens le font de toute manière, mais sur un marché noir ou gris. L'argent part à l'étranger, et les gouvernements canadiens, fédéral et provinciaux, n'en tirent aucun profit. Il faut donc domestiquer le marché. Faisons en sorte que le jeu soit sécuritaire pour les Canadiens. Nous avons ouvert une énorme boîte de Pandore parce que les gens étaient très naïfs. Ils pensaient aux pratiques de paris de leur passé où l'on ne faisait que parier sur le résultat d'un match. Je ne suis pas sûr que les gens qui ont appuyé ce projet de loi — je tiens à préciser à nouveau que je n'étais pas l'un d'eux — aient compris qu'à l'ère numérique, la publicité pour les jeux d'argent allait devenir beaucoup plus compliquée et plus attrayante et engendrer une plus forte dépendance.

Lord Grade : Pour donner un peu de contexte, la majorité des personnes que nous avons interrogées dans le cadre de nos recherches jouent de manière responsable et selon leurs moyens. C'est une activité qui donne des papillons dans le ventre et les gens s'amuse. Ils ont du plaisir et c'est inoffensif.

Toutefois, il y a une petite partie du marché qui est extrêmement vulnérable. C'est cette partie que vous essayez de protéger dans ce dont nous avons discuté ce matin. Il faut comprendre les moyens financiers du client. Ils vont devoir utiliser une carte de débit, ou peut-être aussi une carte de crédit au Canada. Je ne le sais pas. C'est ainsi que vous le découvrez. Même si les gens utilisent un réseau privé virtuel, ou RPV, une transaction financière doit être effectuée par le système de transfert monétaire normal et établi. Vous pouvez déterminer s'ils ont les moyens financiers. Ce n'est pas difficile. Nous tentons de protéger ce petit groupe de personnes qui ne peuvent pas contrôler leurs habitudes de jeu.

La sénatrice Simons : Je comprends que ce sont là deux rôles différents que vous avez assumés, l'un avec ce rapport et l'autre en tant qu'organisme de réglementation de la radiodiffusion.

I am trying to understand how, in a world without digital borders, one can even begin to regulate. I understand what you are saying: that they have a duty of care. Presumably, companies do not actually want to be placing bets for people who cannot pay them back. When you are talking about credit checks and things, if I go to buy a new car, the car dealer wants to ensure that I can actually make my payments, not because they are making sure that I do not buy a Lamborghini because my senator's salary does not allow me to buy a Lamborghini. They are not doing that out of some fiduciary duty to ensure that I do not end up in the poorhouse; they are doing that to cover their bets. Companies presumably will have their own motivated self-interest, but I do not know how we regulate in the web where there isn't a mechanism for us to do so.

Lord Grade: Even if you are betting through a VPN offshore somewhere, there is a financial transaction. You are using a credit or debit card. That is where you catch it. It is not beyond the wit of a Parliament to deem it illegal for banks or credit card or debit card operators to be liable if they allow money to be used for this purpose offshore. You can always capture it. The weak point for the villains is at the point of transaction.

Senator Simons: I guess the difference is that if I am betting with someone in the Canary Islands, they are not going to come and break my knees if I do not pay them back.

Lord Grade: You never know. I would not test that if I were you.

Senator Simons: I would still like a Lamborghini, but that is not going to happen.

The Chair: Lord Grade, my question is this: Have you in the U.K. come to a percentage of bettors who have an addiction problem? Out of those who used the betting industry for recreation or whatever the case may be, have you come to a determination of what percentage has an addiction problem?

Lord Grade: I will speak from memory but will follow up with a more accurate response. I think it is much less than 10% of betting customers.

The Chair: At what point does government regulating impede on the 90% of citizens who effectively use betting for recreational purposes in order to mitigate the problem that 10% or less are having?

Lord Grade: I hesitate to make a comparison, but even though there are a small percentage of alcoholics, it doesn't stop people from drinking.

The Chair: We don't ban it either.

J'essaie de comprendre comment, dans un monde sans frontières numériques, on peut même commencer à réglementer. Je comprends ce que vous dites : il y a un devoir de diligence. Les entreprises ne veulent sans doute pas faire des paris pour des gens qui ne peuvent pas les rembourser. En ce qui concerne les vérifications de solvabilité notamment, si je vais acheter une nouvelle voiture, le concessionnaire veut s'assurer que je peux effectuer les paiements, et non pas parce qu'il veut s'assurer que je n'achète pas une Lamborghini parce que mon salaire de sénatrice ne me permet pas d'acheter une Lamborghini. Les entreprises ne le font pas par obligation fiduciaire pour veiller à ce que je ne finisse pas dans la misère; c'est pour couvrir leurs paris. Les entreprises sont probablement motivées par leur propre intérêt, mais je ne sais pas comment nous réglémentons le Web s'il n'y a pas de mécanisme pour le faire.

Lord Grade : Même si vous faites des paris par l'entremise d'un réseau privé virtuel à l'étranger, il y a une transaction financière. Vous utilisez une carte de crédit ou de débit. C'est là qu'on découvre ce qu'il en est. Il n'est pas impossible qu'un Parlement juge illégal que des banques ou des exploitants de cartes de crédit ou de débit soient tenus responsables de permettre que de l'argent soit utilisé à cette fin à l'étranger. On peut toujours découvrir ce qui se passe. La lacune des malfaiteurs est au niveau de la transaction.

La sénatrice Simons : J'imagine que la différence est que si je parie avec une personne aux îles Canaries, elle ne viendra pas me casser les genoux si je ne la rembourse pas.

Lord Grade : On ne sait jamais. Je n'en ferais pas l'essai si j'étais vous.

La sénatrice Simons : J'aimerais tout de même une Lamborghini, mais ça n'arrivera pas.

Le président : Lord Grade, ma question est la suivante : Au Royaume-Uni, avez-vous établi un pourcentage de parieurs qui ont un problème de dépendance? Parmi ceux qui ont utilisé l'industrie du pari à des fins récréatives ou peu importe, avez-vous établi le pourcentage de ces gens qui ont un problème de dépendance?

Lord Grade : Je vais parler de mémoire, mais je fournirai une réponse plus précise plus tard. Je pense que c'est bien moins de 10 % des clients qui parient.

Le président : À quel moment la réglementation gouvernementale nuit-elle aux 90 % des citoyens qui font des paris à des fins récréatives afin d'atténuer le problème auquel sont confrontés 10 % ou moins des parieurs?

Lord Grade : J'hésite à faire une comparaison, mais même s'il y a un petit pourcentage d'alcooliques, cela n'empêche pas les gens de boire.

Le président : Nous n'allons pas interdire l'alcool non plus.

Lord Grade: No, we don't. It has been tried south of your border. It was tried once.

The Chair: That is precisely getting to my point, yes.

Lord Grade: Exactly, yes. I do not think measures that are there to stop the gambling operators from chasing vulnerable people to keep them gambling in a way that they cannot afford will impede anybody's liberty and freedom to gamble responsibly. When you read our report, if you could be bothered, I would defy you to find any measure in the 60 recommendations that will impinge on anybody's liberty to gamble freely and responsibly and what they can afford.

The Chair: I was one of those senators supported our piece of legislation legalizing sports betting. The compelling reason why I did it is because I wanted to take sports betting out of the hands of organized crime —

Lord Grade: Quite right.

The Chair: — and bring it into a world of sanity, because even if government was not in this business, or in the business of legalizing or regulating it, we all know that the 10% who have an addiction problem would be finding ways to nourish their addiction. That would be making it more difficult for the other 90% to engage in the activity, but they would otherwise. And you appropriately brought up drinking as an example.

Lord Grade: You have reminded me of one of our witnesses. I made that comparison during a session of the committee, and the reformed gambler said that the difference between drinking and gambling is if you drink too much, there is a point at which you fall over and collapse; however, as long as you can stay awake, you can gamble. That is the difference and why it is so serious.

Senator M. Deacon: Thank you so much. This is something that I will throw out based upon what I heard today: I worry that we can look at this, specifically the online piece as described by my colleague, and think, well, we cannot make it perfect, so why jump the gun and do anything at all? I realize that people bet illegally when they can, but is the argument then: People will break the law, so why have laws in the first place? Canada is at the beginning of this journey. As we go through this, do you think we should throw our hands up, give up and say it's futile? Or is it worth it to carry on and have the federal government take the lead on a national conversation with provinces and the regulators to come up with a national set of standards on this, using best practices that we have been looking at for a few years and seen internationally, particularly in the U.K.? What are your thoughts?

Lord Grade : Non. On a essayé de le faire au sud de votre frontière. On en a fait l'essai une fois.

Le président : C'est précisément là où je voulais en venir.

Lord Grade : Exactement, oui. Je ne pense pas que les mesures visant à empêcher les exploitants de jeux de trouver les personnes vulnérables pour les faire jouer d'une manière qu'elles ne peuvent pas se permettre entraveront la liberté de quiconque de jouer de manière responsable. Si vous vous donnez la peine de lire notre rapport, je vous mets au défi de trouver une mesure dans les 60 recommandations qui empiète sur la liberté de chacun de jouer librement et de manière responsable, en fonction de leurs moyens.

Le président : Je faisais partie de ces sénateurs qui ont appuyé notre mesure législative visant à légaliser les paris sportifs. Je l'ai soutenue parce que je voulais que les paris sportifs ne tombent pas entre les mains du crime organisé...

Lord Grade : Vous avez tout à fait raison.

Le président : ... et qu'ils soient effectués dans un monde de bon sens, car même si le gouvernement n'était pas actif dans ce milieu ou dans la légalisation ou la réglementation, nous savons tous que les 10 % qui ont un problème de dépendance trouveraient des moyens d'entretenir leur dépendance. Cela compliquerait la tâche des 90 % restants, mais ils le feraient quand même. Vous avez à juste titre cité l'exemple de l'alcool.

Lord Grade : Vous m'avez rappelé l'un de nos témoins. J'ai fait cette comparaison lors d'une séance du comité, et le joueur rétabli a dit que la différence entre l'alcoolisme et le jeu est que si vous buvez trop, vous finirez par tomber et vous effondrer. Tant que vous restez éveillé, vous pouvez jouer. C'est la différence et la raison pour laquelle c'est si grave.

La sénatrice M. Deacon : Je vous remercie. Je vais dire quelque chose à partir de ce que j'ai entendu aujourd'hui. Je crains que nous ne considérions cette question, en particulier la partie en ligne décrite par mon collègue, et que nous nous disions que nous ne pouvons pas la rendre parfaite, alors pourquoi précipiter les choses et faire quoi que ce soit? Je sais que les gens font des paris illégalement lorsqu'ils le peuvent, mais l'argument est alors le suivant : les gens enfreindront la loi, alors pourquoi avoir des lois? Le Canada n'est qu'au début de cette démarche. Pensez-vous que nous devrions lever les bras, abandonner et dire que c'est futile? Ou vaut-il la peine de poursuivre et de demander au gouvernement fédéral de prendre l'initiative de tenir une conversation nationale avec les provinces et les organismes de réglementation afin d'élaborer un ensemble de normes nationales dans ce domaine, en utilisant les pratiques exemplaires que nous examinons depuis quelques années et avons vues à l'échelle internationale, plus particulièrement au Royaume-Uni? Qu'en pensez-vous?

Lord Grade: You will see internationally that this is a cause of concern in many territories. We talked about Australia and other places.

All markets need regulating at the end of the day because there are unscrupulous people who will exploit them. There are laws against insider dealing in the stock markets. Given the history of stock markets, that is a comparatively new piece of legislation. It doesn't stop people from insider dealing if they can get away with it. Nevertheless, it shows that all markets develop and have to be regulated. With the knowledge that you have of what has gone on around the world, most particularly in the U.K., Australia and other places, you would be in dereliction of duty, if I may be so bold, if you ignore this problem now that you have legalized it in the way that you have. There is a serious problem of regulation that you must address. There are many case studies and case histories that will inform and help you to draw the line between restriction and freedom to gamble. As you are coming at it, you are lucky in one respect that you have all of this case law and history from around the world that will help you to make the right decisions for Canada.

The Chair: Lord Grade, on behalf of the committee, we would like to thank you for being with us this morning and for sharing your views.

For our second panel, I would like to welcome, on behalf of the committee, Joannie Fogue Mgamgne, Mental Health Commission of Canada, Member, MHCC Youth Council. Welcome and thank you for joining us this morning.

[Translation]

We will start with your opening remarks for five minutes and then go to question period with the senators.

You have the floor.

[English]

Joannie Fogue Mgamgne, Member, MHCC Youth Council, Mental Health Commission of Canada: Good morning, esteemed committee members and members of the gallery.

I would like to begin by acknowledging the traditional and unceded territory of the Algonquin Anishinaabe people, where we gather today. My name is Joannie Fogue Mgamgne, and I am a member of the Youth Council for the Mental Health Commission of Canada. I am also completing my master's in political management at Carleton University.

Thank you for inviting me to appear before the committee to discuss Bill S-269.

Lord Grade : Si vous regardez à l'échelle internationale, vous constaterez que la légifération est problématique dans bon nombre de pays. Nous avons parlé de l'Australie entre autres.

Les gouvernements finissent toujours par se résoudre à réglementer les marchés pour éviter que des individus sans scrupules les exploitent. Il y a des lois contre les délits d'initiés commis dans les marchés boursiers. Ces mesures relativement nouvelles dans l'histoire de ces marchés n'empêchent pas les gens de se livrer à des délits d'initiés s'ils peuvent le faire impunément. Néanmoins, cela montre que tous les marchés se développent et doivent être réglementés. Avec la connaissance que vous avez de ce qui se passe un peu partout dans le monde, particulièrement au Royaume-Uni, en Australie et dans d'autres pays, vous manqueriez à votre devoir — si je peux parler crûment — en ignorant le problème à présent que vous avez légiféré sur la question. Vous devez à présent combler une grave lacune dans la réglementation. Pour tracer la ligne entre la restriction et la liberté de faire des paris, vous pouvez vous appuyer sur plusieurs études de cas. Comme vous en êtes aux premiers stades, vous avez de la chance, d'une certaine manière, d'avoir accès à toute cette jurisprudence et à l'expérience provenant d'un peu partout dans le monde, qui vous aideront à prendre les bonnes décisions pour le Canada.

Le président : Lord Grade, au nom du comité, nous aimerions vous remercier de votre présence avec nous ce matin et des observations dont vous nous avez fait part.

Je vais accueillir, au nom du comité, Mme Joannie Fogue Mgamgne, membre du Conseil des jeunes de la Commission de la santé mentale du Canada. Bienvenue, et merci de vous joindre à nous ce matin.

[Français]

Nous allons commencer par vos remarques préliminaires d'une durée de cinq minutes avant de procéder à la période des questions avec les sénateurs.

La parole est à vous.

[Traduction]

Joannie Fogue Mgamgne, membre, Conseil des jeunes de la CSMC, Commission de la santé mentale du Canada : Honorables sénateurs, mesdames et messieurs, bonjour.

J'aimerais commencer par reconnaître que nous sommes réunis dans le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin anishinabe. Je m'appelle Joannie Fogue Mgamgne, et je suis membre du Conseil des jeunes de la Commission de la santé mentale du Canada. J'étudie en ce moment à la maîtrise en gestion politique à l'Université Carleton.

Merci de m'avoir invitée à comparaître devant le comité pour discuter du projet de loi S-269.

I want to start by sharing three hypothetical yet very real stories that illustrate the significant impact of sports betting advertising on youth.

First, let's meet Jean-Claude, a bright 13-year-old in ninth grade. Jean-Claude loves basketball and dreams of being a star athlete. Recently, he's been feeling pressure from his friends to join in on sports betting, especially after seeing his favourite artist promoting an online betting app. "If you want to fit in, you've got to bet," they say. This glamorized world of online gambling seems enticing, but for Jean-Claude, it's a risky path that threatens to distract him from his studies and passion for the game.

Now let's consider Sarah, a 17-year-old navigating the challenges of adolescence. Sarah's home life is complicated; her parents have struggled with gambling for years. She has seen the toll it takes on her family — financial stress, emotional turmoil and a lack of stability. Sarah worries that she could be drawn into the same cycle. With gambling ads appearing everywhere promoting a false sense of security and quick gains, the risk feels all too real. She's caught between wanting to escape her reality and knowing the dangers that lie ahead.

Finally, there's Ahmed, a 21-year-old university student. Ahmed is facing the harsh realities of student debt, a cost-of-living crisis and food insecurity. In his pursuit of relief, he finds himself tempted by promises of quick cash from online gambling. The sophisticated ads make it seem like a viable solution to his problems, but the pressure only intensifies. Instead of alleviating his stress, it adds to his anxiety and feelings of hopelessness.

These stories reflect a troubling and concerning trend among youth across the country. The marketing of online gambling has become overly accessible and enticing, with influencers, celebrities and artists glamorizing the activity and presenting a romanticized view of success that is far removed from the reality they face. Despite the understanding that sports betting is intended for those 18 and older, research shows that approximately one in five Canadian kids between the ages of 9 and 17 engage in casino gambling or gambling with games online.

Moreover, sports betting has found ways to gamify the experience, with video games rewarding players for engaging in gambling-like mechanics. This connection between sports culture and gambling normalizes risk-taking behaviour among young people. Since the legalization of online gambling in 2021,

Je voudrais commencer en vous faisant part de trois cas hypothétiques, mais pourtant bien réels, qui illustrent les effets considérables sur les jeunes de la publicité sur les paris sportifs.

Premièrement, je vous présente Jean-Claude, un adolescent brillant de 13 ans en 3^e secondaire. Jean-Claude adore le basketball et rêve de devenir un athlète vedette. Ses amis ont commencé récemment à exercer des pressions sur lui pour qu'il participe aux paris sportifs. Il a vu en outre son artiste favori faire la promotion d'une application de paris sportifs en ligne qui véhicule le message selon lequel il faut parier pour faire partie de la parade. L'univers glamour des paris en ligne semble séduisant, mais pour Jean-Claude, c'est une avenue risquée qui menace de le détourner de ses études et de sa passion pour le sport.

Prenons ensuite Sarah, jeune fille de 17 ans qui traverse les affres de l'adolescence. La vie de Sarah à la maison est compliquée. Ses parents luttent contre des problèmes de jeu depuis des années. Elle a vu les ravages de cette dépendance sur ses proches, notamment le stress financier, les troubles émotionnels et le manque de stabilité. Sarah craint d'être entraînée dans le même cycle. Étant donné l'omniprésence des publicités sur les paris qui véhiculent un faux sentiment de sécurité et qui font miroiter les gains rapides, elle sent que les risques sont bien réels. Elle est prise entre le désir d'échapper à sa situation et la conscience qu'elle a des dangers qui se profilent à l'horizon.

Finalement, il y a Ahmed, étudiant universitaire de 21 ans qui est aux prises avec la dure réalité des dettes d'études, de la crise du coût de la vie et de l'insécurité alimentaire. Il est tenté par l'appât du gain rapide que lui offrent les paris en ligne. Il pourrait ainsi soulager sa situation financière. Les publicités habiles lui donnent l'impression que le jeu est une solution viable à ses problèmes, mais cela ne fait qu'intensifier la pression. Au lieu d'atténuer son stress, le jeu exacerbe son anxiété et son sentiment de désespoir.

Ces cas illustrent une tendance troublante et préoccupante que présentent les jeunes au pays. Le marketing sur les jeux de hasard en ligne est devenu excessivement accessible et accrocheur. Des influenceurs, des célébrités et des artistes glorifient le jeu et présentent une vision romancée du succès aux antipodes de la réalité de bon nombre de jeunes. Même si les paris sportifs sont interdits aux moins de 18 ans, les études révèlent qu'environ 1 jeune Canadien sur 5 âgé de 9 à 17 ans se livre à des jeux de casino ou à des paris en ligne.

En plus, il arrive que les paris sportifs s'intègrent à des produits ludiques. En effet, certains jeux vidéo récompensent les joueurs qui utilisent des composantes inspirées des jeux d'argent. Le lien entre la culture sportive et les jeux d'argent normalise la prise de risques chez les jeunes. Selon une étude, depuis la

one investigation revealed that gambling messages made up to 21% of each broadcast on average.

These statistics are deeply concerning and underscore the urgent need for legislative study and potential intervention. If we continue to ignore these trends, we risk further normalizing gambling behaviour among impressionable youth, potentially leading to long-term negative consequences for their mental health and well-being.

We also need to consider the role of “bro culture” and the vulnerabilities of young men. Research shows that male respondents exhibit a significantly higher prevalence of gambling problems compared to their female counterparts. This culture perpetuates the expectation that being a true fan involves “winning” and betting, which further increases young men’s susceptibility to gambling and the associated mental health risks. A study found that among Canadian youth aged 15 to 24, 61.35% had gambled in the past 12 months.

As the expansion of sports betting platforms continues, we must act decisively. We need stricter regulations that protect youth from the overwhelming tide of gambling advertisements. If we don’t take control now, the challenges faced by young people will only amplify, creating a cycle of despair that is hard to escape.

Furthermore, we are living in a time of economic strain, where young people face mounting cost-of-living and other pressures. Many cannot prioritize their own mental health and well-being amidst these challenges.

The correlation between gambling addiction and overall health issues is alarming. In an effort to protect youth, we must consider the multifaceted realities they face, such as historical relationships, the disproportionate impact on young men, financial issues in a cost-of-living crisis and the lack of access to adequate support systems. The combination of increased gambling accessibility and insufficient resources for addressing gambling-related problems among youth contributes to a growing crisis.

I would like to thank you again for the opportunity to discuss the bill, and I look forward to your questions.

Senator Simons: Thank you very much for coming to testify before us. Is this your first time before a Senate committee?

législation des jeux de hasard en ligne en 2021, les messages sur les jeux de hasard prennent en moyenne jusqu’à 21 % du temps d’antenne des émissions sportives.

Ces statistiques extrêmement préoccupantes prouvent d’autant plus l’urgence pour les gouvernements de mener des études législatives et de se préparer à intervenir. Si nous continuons d’ignorer ces tendances, nous risquons de normaliser encore davantage les comportements de jeux d’argent chez les jeunes faciles à impressionner, ce qui pourrait entraîner des préjudices à long terme sur la santé mentale et le bien-être de ces derniers.

Il faut tenir compte également du rôle de la culture de l’hypermasculinité — « *bro culture* » en anglais — et des vulnérabilités des jeunes hommes. Les études montrent une prévalence beaucoup plus élevée des problèmes de jeu chez les hommes que chez les femmes. À cause de l’idée véhiculée par les tenants de la culture de l’hypermasculinité selon laquelle les vrais partisans sont ceux qui gagnent et qui font des paris, les jeunes hommes risquent davantage de s’adonner au jeu et de développer les troubles de santé mentale qui en découlent. Une étude a démontré que 61,35 % des Canadiens âgés de 15 à 24 ans s’étaient livrés à des jeux d’argent au cours des 12 derniers mois.

Des mesures décisives s’imposent pour freiner l’expansion croissante des plateformes de paris sportifs. Il faut resserrer la réglementation qui protège les jeunes contre la publicité sur les jeux de hasard. Si nous ne maîtrisons pas la situation aujourd’hui, les difficultés qui affligent les jeunes s’amplifieront et créeront un cycle du désespoir difficile à rompre.

En outre, nous vivons à une époque de tensions économiques qui forcent les jeunes à lutter contre l’augmentation du coût de la vie et contre d’autres types de pressions. Nombre d’entre eux ne peuvent pas accorder la priorité à leur santé mentale et à leur bien-être.

La corrélation entre la dépendance au jeu et les problèmes de santé est alarmante. Si nous voulons protéger les jeunes, nous devons comprendre les multiples facettes de leur réalité telles que les liens historiques, les conséquences disproportionnées du jeu sur les jeunes hommes, les difficultés financières dues à la crise du coût de la vie et le manque d’accès à des systèmes de soutien adéquats. La facilité d’accès aux jeux d’argent chez les jeunes et l’insuffisance des ressources pour remédier aux problèmes qui en découlent sont deux éléments aggravants.

Je vous remercie encore une fois de m’avoir donné l’occasion de discuter du projet de loi. Je suis prête à répondre à vos questions.

La sénatrice Simons : Merci beaucoup de votre présence parmi nous. Est-ce la première fois que vous vous présentez devant un comité sénatorial?

Ms. Fogue Mgamgne: Yes, this is my first time, although I was talking while prepping — we have met before a few years ago during my time in undergrad when I was doing advocacy for Campus Saint-Jean. We snagged a meeting with you, so I'm happy to have familiar faces in the room.

Senator Simons: You do look vaguely familiar. Here is my question to you, then. I remember a time when the Alberta Gaming and Liquor Commission was worried that youth in Alberta weren't gambling enough, and they created a lottery campaign especially to target youth, which they said was 18 and up. I said that I didn't know how a 17-year-old is going to differentiate that, and they said they were concerned that youth weren't gambling in the way that their parents' generation did, and they weren't betting on horses, and, of course, that the horse-racing industry is in crisis because of this. I remember those interviews and that story because I had a very puritanical reaction. I said that it was a good thing that youth are not gambling. So when I look at all of the marketing around single-game sports betting, I wonder if you can tell me if you tracked in your research a trough and then an upcurve of young people 18 to 25 gambling more after a period during which they weren't gambling "enough"?

Ms. Fogue Mgamgne: Thank you, senator, for your question.

I'm not an expert in regard to the research and statistics on the issue, although I can speak to my own lived experiences as someone who interacts with people who have these ads showing up in their algorithms, on their phones, et cetera.

You mentioned specifically those aged 18 to 25. What I find concerning is with respect to that group under the expected age for gambling — those 18 and younger.

I am the older sister of an amazing little brother, Clement Gagné. He is a fanatic and enthusiast for anything to do with basketball, football. He is on TikTok all the time. I found it concerning. As we see this research, as we're having this conversation, this is something he is very impressionable around. He has his favourite football player telling him to join in sports betting, because why not? Of course, he's going to do it. That is why this is something we definitely need to look into.

I personally will go back and look into that research because I think it's important data we need to use to make sure we're having data-driven discussions and finding data-driven solutions.

Senator Simons: I remember being shocked at the time. At the time, there was a Conservative Alberta government. They were genuinely concerned about trying to create games that

Mme Fogue Mgamgne : Oui. C'est la première fois, mais comme je le disais avant la réunion, nous nous sommes vues il y a quelques années, pendant mes études de baccalauréat, dans le cadre des activités de promotion que je menais pour le campus Saint-Jean. Nous avons obtenu une rencontre avec vous. Je suis heureuse de voir des visages connus aujourd'hui.

La sénatrice Simons : Votre visage me dit en effet quelque chose. Voici ma question pour vous. Je me souviens d'une époque où l'Alberta Gaming and Liquor Commission s'inquiétait de la faible participation des jeunes Albertains aux jeux de hasard. Ils ont donc mis sur pied une campagne publicitaire qui visait officiellement les jeunes de 18 ans et plus. Lorsque j'ai demandé à la commission si les jeunes de 17 ans allaient se voir dans une autre catégorie, ils ont répondu qu'ils se préoccupaient du fait que les jeunes ne jouaient pas autant que leurs parents. Ils ne pariaient plus sur les chevaux, évidemment, ce qui a causé la crise de cette industrie. Je me souviens de ces rencontres et de cette anecdote parce que j'avais eu une réaction très radicale en disant que c'était tant mieux que les jeunes ne s'adonnent plus au jeu. Vu tout le marketing qui est fait sur les paris réalisés pour un seul événement sportif, je me demandais si vous aviez constaté dans le cadre de vos travaux une diminution suivie d'une augmentation du taux de participation aux jeux d'argent des jeunes âgés de 18 à 25 ans. Ces jeunes qui « ne jouaient pas assez » se sont-ils mis à jouer plus?

Mme Fogue Mgamgne : Merci, sénatrice, de la question.

Je ne connais pas très bien les études et les statistiques sur le sujet, mais je peux parler des interactions que j'ai dans le cadre de mon travail avec des personnes qui voient ces publicités générées par des algorithmes sur leur téléphone et ailleurs.

Vous avez mentionné la tranche d'âge des 18 à 25 ans. Je m'inquiète plutôt au sujet des jeunes qui n'ont pas l'âge de s'adonner à des jeux de hasard — les 18 ans et moins.

Je suis la grande sœur d'un garçon formidable, Clement Gagné, qui se passionne pour tout ce qui concerne le basketball et le football. Il est toujours sur TikTok. Je trouve cela inquiétant. Les choses que nous constatons dans les études, dans le cadre de notre conversation, ce sont des choses qui attirent énormément mon petit frère. Il se fait dire par son joueur de football favori de faire des paris sportifs. Il va le faire, puisque c'est ce que lui recommande son idole. Voilà pourquoi il faut absolument se pencher sur la question.

Pour ma part, je vais certainement aller revoir ces études parce que ce sont des données importantes que nous devons utiliser pour que nos discussions et nos solutions soient fondées sur des données probantes.

La sénatrice Simons : Je me souviens d'avoir été choquée à l'époque. Le gouvernement conservateur en Alberta tenait réellement à mettre sur pied des jeux de hasard pour attirer les

would attract youth. They said people 18 to 25 because nobody was gambling anymore.

I always have that story in the back of my head when we're talking about this, because it seems to me that these kinds of bets — which you can do on your phone in an instant, don't have to go to a bookie or to a window to place and can do very privately and instantaneously — seem created specifically for a generation raised on video games and TikTok, to make it integrated into the entertainment experience that lives in your phone.

Ms. Fogue Mgamgne: Yes. I'm glad you mentioned TikTok. I found, even with the bill, something we seem to forget. We often talk about the traditional media platforms, but we don't talk about these new social media platforms that are used more by younger folks, such as TikTok, Instagram and YouTube.

As I mentioned, with my little brother, it's primarily going to be on TikTok that he's going to find these games. They're going to say, "Hey, here is a game you can play." However, that's not the messaging behind it. With many of these gambling ads, the message is about fitting in, growth and gain.

The messaging they never share is the loss, the feeling of hopelessness, all these different emotions that come after gambling. These are the real conversations we need to have. I am really happy that's something you mentioned.

Senator Simons: Are people gambling on Discord and Twitch? Are those platforms where people are also?

Ms. Fogue Mgamgne: I can't speak to Discord. I know with Twitch, I am aware of that because I do have friends who have unfortunately taken part in gambling-like mechanisms like that. For Twitch, I know that is something. There are many ads running through there as well, and they find themselves, again, on these various social media platforms, specifically TikTok and Instagram.

Senator Simons: We are not the target audience for online games and video games. We've been talking about hockey, football, basketball and conventional televised sport.

But I don't know the answer to this question. There is a whole other industry of people watching streaming and other people playing video games, which I am too old to understand the appeal thereof. Are people betting on that as well?

Ms. Fogue Mgamgne: I can't speak to what the mechanisms are like for betting around that. With Twitch and, as you mentioned, watching others play video games, I have seen ads

jeunes de 18 à 25 ans. Il visait cette tranche d'âge en disant que plus personne ne jouait aux jeux de hasard.

Je pense toujours à cette histoire lorsque nous parlons de ce sujet parce que ces types de paris — qui peuvent être faits sur un téléphone, de façon anonyme et instantanée, sans aller voir un preneur de paris ou miser à un guichet — semblent avoir été créés expressément pour la génération qui a grandi avec les jeux vidéo et TikTok. Ce mode opératoire est intégré à la mécanique du divertissement des téléphones.

Mme Fogue Mgamgne : Oui. Je suis contente que vous ayez mentionné TikTok. Même dans le projet de loi, quelque chose semble avoir été oublié. Nous parlons souvent des plateformes de médias traditionnels, mais nous ne parlons pas des nouvelles plateformes de médias sociaux qui sont populaires auprès des jeunes telles que TikTok, Instagram et YouTube.

Comme je le disais, mon petit frère trouve ces jeux essentiellement sur TikTok. À première vue, les publicités que voient défiler les jeunes semblent simplement les inviter à participer à des jeux de hasard, mais elles disent aussi de manière voilée que de parier est la clé pour faire partie du groupe, connaître du succès et faire de l'argent.

Ces publicités ne parlent jamais des pertes financières, du sentiment de désespoir et de toutes les autres émotions qui sont les corollaires du jeu. Voilà les conversations de fond. Je suis très heureuse que vous en ayez parlé.

La sénatrice Simons : Les gens jouent-ils sur Discord et Twitch? Ces plateformes sont-elles utilisées par les jeunes?

Mme Fogue Mgamgne : Je ne peux pas parler de Discord, mais je sais ce qui en est de Twitch parce que certains de mes amis sont malheureusement tombés dans le piège des mécanismes inspirés des jeux de hasard. Le service de diffusion en continu Twitch est un gros joueur. Il diffuse énormément de publicités, comme le font, je le répète, diverses plateformes de médias sociaux comme TikTok et Instagram.

La sénatrice Simons : Nous ne sommes pas le public cible des paris en ligne et des jeux vidéo. Nous parlons de hockey, de football, de basketball et du sport télévisé conventionnel.

Je me pose une question à laquelle je n'ai pas trouvé de réponse à propos de cette industrie complètement différente, dont les clients consomment de la diffusion en continu ou regardent d'autres personnes jouer à des jeux vidéo. Je suis trop âgée pour en comprendre les attraits, mais je me demandais si les services en question offraient la possibilité de faire des paris.

Mme Fogue Mgamgne : Je ne connais pas les mécanismes utilisés dans cette industrie. Sur Twitch et, comme vous l'avez mentionné, dans les services qui permettent de regarder des

specifically in regard to that kind of gambling. I couldn't speak more to that unfortunately.

Senator Simons: I will task us with finding out.

Senator M. Deacon: It's amazing, Senator Simons, the two years of constitutional consultations starting the bill, and what we have and the way of our mainstream and non-mainstream media — a plethora. There were the examples of Twitch and others as we move forward.

I have a question for you. It has come up a few times. It doesn't come up often, but it has come up before: It has been suggested that, you know what, navigating the barrage of ads is the job of parents, and the hope is that moms and dads can take care of that for their families in this country. We don't see the same response for alcohol, cannabis or tobacco. We know we have heavy government intervention to limit those ads.

After hearing your initial testimony, I'm wondering if you think gambling ads should remain an exception when it comes to vices and vice industries and be allowed to be promoted often. Or are you at the point, with the information you have, of saying that we have to get on this with regulations?

Ms. Fogue Mgamgne: Thank you, Senator Deacon, for your question. I think we need to get on it. Research shows that youth are at a higher risk of developing gambling disorders, and will then develop mental health issues which can manifest as anxiety, stress and depression. That's already taking into consideration all of the other stressors in their lives.

As I mentioned, there are university students who are currently facing food insecurity. In hopes of escaping this reality that perhaps is already adding to their depression or stress, they go into online gambling.

These are conversations we must have. We do need to take that on right away. If not, we will see a higher number of youth facing substance use and mental health disorders. That's an important conversation to have.

Senator M. Deacon: Thank you. When we look at this challenge, we're hearing a lot more from CAMH, doctors in emergency rooms and fathers who seem to be terrified about what they're seeing or hearing in the basements of their homes. We're getting more and more of this data.

The piece I want to touch on in this question is in learning and reading about the different factors. How does the risk of youth problem gambling compare with the risks of how it happens with

personnes jouer à des jeux vidéo, il y a des publicités sur les jeux de hasard. Je ne suis malheureusement pas en mesure d'en parler.

La sénatrice Simons : Nous allons tâcher d'élucider la question.

La sénatrice M. Deacon : C'est incroyable, sénatrice Simons, après deux ans de consultations constitutionnelles menées dans le cadre de l'étude du projet de loi, de voir ce qui se fait dans les médias grand public et dans les médias non conventionnels. Les choses se sont décuplées. Nous avons vu des exemples comme Twitch et nous ne cessons d'en voir d'autres.

J'ai une question pour vous à propos d'un commentaire que nous avons entendu quelques fois selon lequel ce serait le rôle des parents de protéger leurs enfants contre ce déluge de publicités. Au Canada, ce serait en effet les mères et les pères qui devraient s'en occuper. L'alcool, le cannabis et le tabac ne suscitent pas les mêmes réactions. Le gouvernement prend des mesures vigoureuses pour limiter la publicité sur ces produits.

Après avoir écouté votre déclaration liminaire, je me suis demandé si vous pensiez que dans l'industrie du vice, les publicités sur les jeux d'argent devaient continuer à faire l'objet d'une exemption et que la diffusion fréquente de publicités devait toujours être permise. Les informations que vous avez vous portent-elles plutôt à croire que des règlements doivent être pris?

Mme Fogue Mgamgne : Merci de votre question, sénatrice Deacon. Je pense qu'il faut réglementer. Les études démontrent que les jeunes courent un risque plus élevé de développer une dépendance au jeu, puis des problèmes de santé mentale tels que l'anxiété, le stress et la dépression. Tout cela s'ajouterait aux autres éléments stressants dans leur vie.

Comme je l'ai dit, des étudiants universitaires sont aux prises avec de l'insécurité alimentaire. Pour échapper à cette réalité qui entraîne déjà peut-être du stress et des symptômes dépressifs, ils s'adonnent au jeu en ligne.

Cette discussion s'impose. Il faut agir immédiatement si nous voulons éviter une augmentation du nombre de jeunes aux prises avec la toxicomanie et les problèmes de santé mentale. Il faut avoir cette conversation importante.

La sénatrice M. Deacon : Merci. Lorsque nous nous penchons sur ces risques, nous recevons beaucoup plus d'informations du Centre de toxicomanie et de santé mentale, des médecins des urgences de même que des pères qui sont terrifiés par ce qu'ils voient et entendent dans leur sous-sol. Nous obtenons de plus en plus de données sur le phénomène.

Ma question porte sur l'importance de se documenter sur les différents facteurs afin de comparer les risques associés aux problèmes de jeu chez les jeunes et chez les adultes en tenant

adults, with youth with problem gambling frequently experiencing co-mental health issues and predispositions with the gambling? There are many different possible correlations out there that make this pile up for some young people. Can you talk about how this impacts youth versus adults, who seem to see this as more of a nuisance than anything else?

Ms. Fogue Mgamgne: Thank you. I'm not a health expert and can't necessarily speak to the medical status on that.

What I can say in regard to the youth portion of it is that we are disproportionately affected by issues such as this because, as you've seen, gambling ads and companies have now found new ways to target youth. We are disproportionately affected by this. They're gamifying the experience. There is this expectation that you are just playing a game, but what you are actually doing is gambling, which will then create gambling disorders, et cetera.

These youth are likely going into this very naively, thinking, "I'm just playing a game." What they don't know is they're potentially developing a gambling disorder. They're being sold this false expectation of what a game is. The ads are misleading and not entirely truthful.

This is dangerous because youth, especially if we talk about those who are 9 to 17 — and even all those under 25, because their brains haven't fully developed — are still also facing many other stressors in their lives. They are not being sold the truth; therefore, they are very impressionable.

That is where I am particularly concerned. I think of individuals like my brother, and we shouldn't blame him. He simply wants to engage in an app he found on his phone. However, that app is very misleading. I worry that he could potentially get very excited by the app, especially with the pressure of his friends around him saying, "Hey, let's join. This is what is cool now." He has his favourite artist telling him, "This is what you should be doing," all these impressionable behaviours.

When we talk about the link between mental health and gambling, what is important to talk about as well is that these ads enable very high-risk behaviours. A way to manifest that is also starting with substance use. All of that is something that is immensely concerning and is enough for us to not only start having conversations, but genuinely looking for solutions to ensure that we protect our youth.

Senator Cuzner: Thank you for your testimony today.

compte du fait que les jeunes qui développent ces problèmes de jeu sont souvent déjà aux prises des troubles de santé mentale et présentent déjà des prédispositions au jeu. Il existe bon nombre de corrélations à faire qui entraînent une accumulation de facteurs chez certains jeunes. Pourriez-vous parler de l'incidence que ces facteurs exercent sur les jeunes comparativement à leur incidence sur les adultes, qui semblent voir le jeu plutôt comme une nuisance?

Mme Fogue Mgamgne : Merci. Je ne suis pas experte en santé et je ne peux pas nécessairement parler de l'aspect médical de la chose.

Ce que je peux dire à propos des jeunes, c'est qu'ils sont touchés de façon disproportionnée par les problèmes comme celui-là parce que, comme vous l'avez vu, les publicistes et les entreprises de jeux de hasard ont maintenant trouvé de nouvelles façons de les cibler. Ils sont touchés de façon disproportionnée par ce problème. Les entreprises font passer les jeux de hasard pour une amusette. Les jeunes pensent que c'est un simple jeu, alors que ce sont des jeux de hasard, qui entraîneront des problèmes de jeu et d'autres troubles.

Ces jeunes sont probablement très naïfs, pensant ne jouer qu'à un jeu. Ce qu'ils ne savent pas, c'est qu'ils peuvent développer un problème de jeux de hasard. On leur vend une fausse attente de ce qu'est un jeu. Les annonces sont trompeuses et ne disent pas toute la vérité.

C'est dangereux parce que les jeunes, surtout ceux de 9 à 17 ans — et même tous ceux de moins de 25 ans, car leur cerveau n'est pas encore entièrement développé — sont aussi confrontés à beaucoup d'autres facteurs de stress dans leur vie. On ne leur vend pas la vérité, alors ils sont très faciles à influencer.

Voilà ce qui me préoccupe particulièrement. Je pense à des gens comme mon frère, que nous ne devrions pas blâmer. Il veut simplement utiliser une application qu'il a trouvée sur son téléphone. Cette application est toutefois très trompeuse. Je crains qu'il n'en devienne potentiellement passionné, surtout avec la pression de ses amis qui lui disent : « Hé, vas-y. C'est ce qui est *cool* maintenant. » Son artiste préféré qui lui dit que c'est ce qu'il devrait faire et influence ses comportements.

Lorsqu'on parle du lien entre la santé mentale et les jeux de hasard, il importe également de souligner que ces publicités encouragent des comportements à très haut risque, un phénomène qui se manifeste aussi avec la consommation de substances. Tout cela est extrêmement préoccupant et nous pousse à non seulement commencer à en parler, mais aussi à chercher sérieusement des solutions pour protéger nos jeunes.

Le sénateur Cuzner : Merci de témoigner aujourd'hui.

A quick shout-out to my colleague Senator Simons. When you can reference Discord and Twitch, you've impressed me. I still think Post-it notes are high-tech. Good on you.

Senator Simons: I have a 19-year-old nephew.

Senator Cuzner: In reference to a comment made by Chair Housakos about his decision to support the legislation when it came forward, the narrative around the legislation at the time was to get it out of the hands of organized crime and put it in the hands of the bureaucrats, which was very similar to the conversations around the legalization of cannabis. I voted to support the legalization of cannabis.

We've had success in Canada with cannabis, and it has been referred to during the hearings here, because when it came out of the gates, there were guardrails there. The rollout was province by province. They were responsible for regulating their own rollouts. In Nova Scotia, access is through liquor stores, and we've had good success with that.

I haven't seen any data or research yet around a huge increase in the consumption of cannabis among young people. I wonder if you monitor that. What is your overall impression of the rollout of cannabis as compared to the gambling, which you referred to as approaching a crisis? Is it different but the same? Could I get your comments on it? Could you first talk about the cannabis in relation to the rollout of gambling?

Ms. Fogue Mgamgne: Thank you, senator, for your question. I don't exactly have at the top of my head the information or statistics speaking to that direct correlation with cannabis specifically — although, while preparing for this committee hearing, I did have research presented to me in regard to the direct correlation between gambling, mental health issues and substance use. That is definitely something I could get my team to share with your clerk for you to have access to. Unfortunately, I cannot speak more on that.

Senator Quinn: Thank you for being here. This is interesting stuff you're talking about. To build on what my colleague just said, I'd never heard of Discord or Twitch. I thought I'd look up, "What the heck is Twitch?" I thought I would see something physiological. The first few pages are talking about this thing called Twitch. If you get the Twitch, you have to check it out.

I want to build a bit on what Senator Cuzner was getting at. As we bring in regulatory regimes to help prevent addictions spreading with respect to gambling and whatnot, do younger folks today worry at all about having another deviation? In other

Je lève mon chapeau à ma collègue, la sénatrice Simons. Quand on peut faire référence à Discord et à Twitch, je suis impressionné. Je pense encore que les notes autocollantes sont à la fine pointe de la technologie. Bravo.

La sénatrice Simons : J'ai un neveu de 19 ans.

Le sénateur Cuzner : Pour faire référence à un commentaire du président Housakos sur sa décision d'appuyer la mesure législative lorsqu'elle a été déposée, l'objectif évoqué à l'époque consistait à soustraire les jeux de hasard des mains du crime organisé pour les mettre entre celles des bureaucrates, un discours qui s'apparente beaucoup à celui utilisé pour la légalisation du cannabis. J'ai voté pour la légalisation du cannabis.

Nous avons eu du succès au Canada avec le cannabis, et on y a fait référence pendant nos audiences, parce que quand la loi est entrée en vigueur, il y avait des balises. Le déploiement s'est effectué province par province. Elles étaient chargées de réglementer leur propre déploiement. En Nouvelle-Écosse, l'accès s'effectue dans les magasins d'alcool et c'est un grand succès.

Je n'ai pas encore vu de données ou de recherches dénotant une augmentation spectaculaire de la consommation de cannabis chez les jeunes. Je me demande si vous surveillez la situation. Quelle est votre impression générale quant au déploiement du cannabis par rapport aux jeux de hasard, au sujet desquels vous avez dit qu'une crise approchait? Est-ce différent, mais pareil? Pourriez-vous nous dire ce que vous en pensez? Pourriez-vous d'abord établir un parallèle entre le cannabis et les jeux de hasard?

Mme Fogue Mgamgne : Merci, sénateur, de votre question. Je n'ai pas exactement de renseignements ou de statistiques en tête concernant la corrélation directe avec le cannabis en particulier — bien que, quand je me préparais en vue de l'audience du comité, je me suis fait remettre des recherches sur la corrélation directe entre les jeux de hasard, les problèmes de santé mentale et la consommation de substances. Je pourrais certainement demander à mon équipe de vous transmettre ces documents pour que vous puissiez y avoir accès. Malheureusement, je ne peux pas en dire plus à ce sujet.

Le sénateur Quinn : Merci de témoigner. Ce que vous dites est intéressant. Pour faire suite à ce que mon collègue vient de dire, je n'avais jamais entendu parler de Discord ou de Twitch. J'ai effectué une recherche sur Twitch, pensant voir quelque chose de physiologique. Les premières pages parlent d'un truc appelé Twitch. Si vous allez sur Twitch, vous devez voir ces pages.

Je veux approfondir le sujet abordé par le sénateur Cuzner. Alors que nous instaurons des régimes de réglementation pour aider à prévenir la propagation des dépendances liées aux jeux de hasard et à d'autres activités, les jeunes d'aujourd'hui

words, if you tell me that I can't or shouldn't do online gaming, I'm either going to find a way to do it, because I may have an addictive personality, or it will drive me down different avenues, such as drug abuse and things of that nature. I'm not sure what the statistics say, but has the legalization of cannabis in Canada increased the number of participants in that, or is it having the opposite effect? I don't know. You're on the ground, so to speak, working with young people. You have your brother, who is getting into Twitch. I'm wondering what your thoughts are in that regard.

Ms. Fogue Mgamgne: Thank you, senator. That's an excellent question. For me, it's about making sure we can do our best to limit a lot of this access. As you mentioned with my brother, I don't want to put statistics out there, but had he not had all these gambling ads available to him, I don't know if that is something he would have access to, quite frankly. Specifically for him, that is something he will find on Twitch or on TikTok. But if it's not on those, he's never mentioned anything like that.

Even myself, last night I was scrolling on TikTok, and there was an app advertised to me; I won't mention the name of the app. I don't even consume sports, or anything to do with sports, and it was on my algorithm page. For me, it's important to limit the access they have to it, because the way I see it, we're forcing it down their throats and telling them, "This is what is available to you, so use it." We are making it positive. It seems like a regular thing and very naive and positive. We need to change that messaging. If it's going to be available, the messaging needs to change and be truthful to the risk and the consequences. If not, ideally, we just won't make these gambling ads so available to youth.

Senator Quinn: It's interesting. Over the last number of days, I was watching something about the history of Walt Disney and some of the classic movies they made. My wife looked at me when they were talking about the Davey Crockett hat. In that time and space back way when, everyone had or wanted one. Those types of things have come through generation after generation. I would like your comments. In the period I'm talking about, we didn't have social media. You can pick a smartphone up and connect with anybody at any time and in any place. You can connect with your friends on all types of apps basically 24-7. It seems that rather than having an era where something was in vogue and then something new would come along, we're creating an atmosphere of building lifelong addictions from a very young age. Is that where we're going as a society, teaching people and bringing them into addictions that strengthen as we move through adolescence and young adulthood and into our senior years? Is this an addictive society we're creating through this type of thing?

s'inquiètent-ils le moins d'avoir un autre comportement déviant? Autrement dit, si vous me dites que je ne peux pas ou ne devrais pas jouer en ligne, soit je trouverai un moyen de le faire, parce que j'ai peut-être une personnalité addictive, soit cela me poussera vers d'autres vices, comme la toxicomanie et des comportements de cette nature. J'ignore ce qu'indiquent les statistiques, mais la légalisation du cannabis au Canada a-t-elle fait augmenter le nombre d'adeptes ou a-t-elle eu l'effet inverse? Je ne sais pas. Vous êtes pour ainsi dire sur le terrain, à travailler avec les jeunes. Votre frère joue sur Twitch. Je me demande ce que vous en pensez.

Mme Fogue Mgamgne : Merci, sénateur. C'est une excellente question. Pour moi, il faut s'assurer de faire de notre mieux pour fortement limiter l'accès. Comme vous l'avez mentionné au sujet de mon frère, je ne veux pas donner de statistiques là-dessus, mais si toutes ces publicités sur les jeux de hasard ne lui avaient pas été présentées, je ne sais pas si c'est quelque chose auquel il aurait eu accès, à dire vrai. Dans son cas, c'est quelque chose qu'il verra sur Twitch ou TikTok. Mais si ce n'est pas sur ces plateformes-là, il n'en parle jamais.

Même moi, je fouinai sur TikTok hier soir, et une application — que je ne nommerai pas — y ait annoncée. Je ne consomme même pas de sport ou quoi que ce soit y ayant trait, et c'était sur ma page d'algorithme. À mon avis, il est important de limiter l'accès des jeunes à ce site, parce que je considère qu'on leur impose ce contenu en leur disant : « Voici ce qui s'offre à vous, alors utilisez-le. » Nous montrons les jeux de hasard sous un jour favorable, comme si c'était quelque chose de courant, très naïf et bénéfique. Il faut changer ce message. Si les jeux de hasard sont accessibles, il faut changer les messages et être honnête quant aux risques et aux conséquences. Si nous ne le faisons pas, idéalement, il ne faut pas que ces publicités de jeux de hasard soient aussi accessibles aux jeunes.

Le sénateur Quinn : C'est intéressant. Ces derniers jours, j'ai regardé une émission sur l'histoire de Walt Disney et certains de ses films classiques. Ma femme m'a regardé quand il était question du chapeau de Davey Crockett. À l'époque, tout le monde en avait ou en voulait un. Cela arrive génération après génération. J'aimerais avoir votre avis. Dans la période dont je parle, les médias sociaux n'existaient pas. On peut maintenant prendre un téléphone intelligent et se connecter avec n'importe qui à tout moment et en tout lieu. On peut essentiellement communiquer avec ses amis en tout temps sur n'importe quel genre d'applications. Il semble qu'au lieu d'une époque où quelque chose était à la mode et était ensuite remplacé par quelque chose de nouveau, on crée une atmosphère qui établit des dépendances à vie dès le plus jeune âge. Notre société est-elle en train d'instiller chez les gens des dépendances qui se renforcent au fur et à mesure qu'ils passent par l'adolescence, la vie adulte et la vieillesse? Créons-nous une société addictive avec les jeux de hasard?

Ms. Fogue Mgamgne: Thank you. I would agree. I would say so. It's concerning because I think it creates this sort of cycle where we're enabling this idea of obsession, wanting to fit in, gaining and money. A lot of these youth, as I mentioned, are very impressionable. We're selling them this idea that what you're doing is okay because it's all over your social media. When you're watching a sports game, it's there. Everyone has access to it, so obviously there is nothing wrong with it.

However, that's not entirely true. We're making it so available to them and so easily accessible; it literally takes 10 seconds to download the app and a few minutes to start playing. A few seconds into that is when the gambling might actually begin, and I think that's very concerning.

Senator Quinn: I'm just trying to picture young folks today who are getting into this space. It's becoming problematic. Are there support groups led by young people to help other young people, or is it more adults trying to help young people — who may see this as an imposition rather than a support mechanism?

You're obviously doing fabulous work, and your age group probably looks up to you for the things you do. Do you think we need to concentrate on how to support young people with other young people rather than maybe coming at it with legislators saying what you must do or can't do? Sometimes that can be met with resistance, but in combination with support groups of peers — do we have that happening in Canada, peer support groups?

Ms. Fogue Mgamgne: In regard to many issues — we can talk about suicide, individuals who may be victims of sexual violence and a lot of different issues that fall within the scope of mental health — there are many peer groups.

Specifically when it comes to this issue of sports gambling, I'm not sure. However, this idea you have been talking about, having youth-led peer support groups, I think that is amazing. As someone who sits on the MHCC Youth Council, I will always be a fan of and promote initiatives for and by youth. On top of that, it does need to be a community-based approach; everyone needs to be involved.

Regarding this bill, thank you again for inviting me. It starts like this, making sure that I, as a youth, have access to spaces like this so we can have those conversations. Specifically with the bill, there wasn't a specific mention of funding with respect to enhancing the support systems that exist. I know there are support systems that currently exist, but they need further funding, or maybe we need to develop educational programs in high school. Having those conversations and seeing how to go

Mme Fogue Mgamgne : Merci. Je conviens qu'il y a un parallèle à faire. C'est inquiétant, car je pense que les jeux de hasard créent un genre de cycle dans le cadre duquel s'établit une obsession, un désir d'intégration, de gain et d'argent. Comme je l'ai souligné, un grand nombre de jeunes sont très influençables. Nous leur faisons croire que les jeux de hasard sont acceptables parce qu'ils sont partout sur les réseaux sociaux. Lorsqu'on regarde un match de sport, ils sont là. Tout le monde y a accès, donc il n'y a évidemment rien de mal à s'y adonner.

Ce n'est pas tout à fait vrai, toutefois. On fait en sorte que les jeux de hasard soient faciles d'accès; il faut littéralement 10 secondes pour télécharger l'application et quelques minutes pour commencer à jouer. On peut commencer à parier au bout de quelques secondes, et je pense que c'est très inquiétant.

Le sénateur Quinn : J'essaie de me faire un portrait des jeunes d'aujourd'hui qui commencent à jouer. Cela devient problématique. Existe-t-il des groupes de soutien dirigés par des jeunes pour aider d'autres jeunes, ou est-ce que ce sont principalement des adultes qui tentent d'aider les jeunes, qui pourraient les voir comme des trouble-fête plutôt que comme une source de soutien?

Vous accomplissez évidemment un travail fabuleux, et les jeunes de votre groupe d'âge vous admirent probablement pour ce que vous faites. Pensez-vous que nous devrions chercher à voir comment nous pourrions aider les jeunes avec d'autres jeunes plutôt que de nous en remettre à des législateurs qui leur disent ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire? Parfois, cette méthode peut rencontrer de la résistance, mais en combinaison avec des groupes de soutien par les pairs... y en a-t-il au Canada, des groupes de soutien par les pairs?

Mme Fogue Mgamgne : Pour de nombreux problèmes, qu'il s'agisse du suicide, des personnes victimes de violence sexuelle ou d'une panoplie de problèmes différents qui relèvent de la santé mentale, il existe de nombreux groupes de pairs.

Je ne suis pas sûre s'il en existe pour les paris sportifs. Je pense toutefois que votre idée de créer des groupes de soutien par les pairs dirigés par des jeunes est formidable. À titre de membre du Conseil des jeunes de la Commission de la santé mentale du Canada, j'appuierai toujours sans réserve les initiatives pour et par les jeunes. Il faut en outre que cette approche soit communautaire et que tout le monde s'implique.

En ce qui concerne le projet de loi, je vous remercie encore de m'avoir invitée. C'est comme cela que tout doit commencer : il faut veiller à ce que j'aie, en tant que jeune, accès à des endroits comme celui-ci pour que nous puissions discuter. Nulle part dans le projet de loi, il n'est question de financement pour améliorer les mécanismes de soutien existants. Je sais qu'il en existe, mais ils ont besoin d'un financement supplémentaire ou peut-être que nous devons élaborer des programmes éducatifs dans les écoles

from just talking about it to having concrete solutions for youth would be amazing.

Senator Quinn: Thank you for that. I will close by saying that I appreciate hearing what you have to say. It underscores for me the importance of having this committee and this Senate completing its work in a timely fashion so we can continue to help people like you address this particular issue. Thank you for being here.

Senator Miville-Dechêne: Thank you for being here. It is important to hear your voice. You said that you did not see anything about funding in this bill. That is because it is a Senate public bill. When we do such bills, we are not authorized to spend money. That is not a way we can do it. I understand it is a disappointment, but funding has to go through other channels.

I do not know if you can answer me, but we were talking about your brother, who I understand is under 18. Have you heard about minors going on gaming sites, betting and using the credit cards of others? Is that happening more or less? Is that a problem?

I understand well that the advertisements create the conditions for people betting when they are 18 and over. Do we have problems with minors on betting sites according to what you see?

[Translation]

Ms. Fogue Mgamgne: Thank you.

Senator Miville-Dechêne: I understand that you're not an expert or a scientist, but have you seen this kind of access to websites that should usually be reserved for people 18 and over?

Ms. Fogue Mgamgne: I'd like to start by thanking you for the clarification about funding. I hope you as a committee will have a chance to have this type of conversation and champion us in terms of funding.

When I was asked to be part of the council, the first person I thought of was a friend of mine who lost money by getting involved in gambling. He was 17, and therefore a minor. He often played on a gambling website. It's very easy for minors to access these sites. You just have to go online, know a few websites and have money to spend. That is something we need to take into account. I find it shocking.

secondaires. Il serait merveilleux d'avoir ces conversations et de voir comment on peut passer du simple fait d'en parler à des solutions concrètes pour les jeunes.

Le sénateur Quinn : Merci. Je terminerai en disant que j'aime entendre ce que vous avez à dire. Pour moi, cela souligne le fait qu'il importe que le comité et le Sénat achèvent leurs travaux dans les délais afin que nous puissions continuer d'aider des gens comme vous à régler ce problème. Je vous remercie d'être ici.

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci de témoigner. Il est important d'entendre votre voix. Vous avez dit que vous n'aviez rien vu concernant le financement dans le projet de loi. C'est parce qu'il s'agit d'un projet de loi public du Sénat. Lorsque nous élaborons de tels projets de loi, nous ne sommes pas autorisés à dépenser de l'argent. Nous ne pouvons procéder ainsi. Je comprends que c'est décevant, mais le financement doit passer par d'autres voies.

J'ignore si vous pouvez me répondre, mais nous parlions de votre frère qui est, selon ce que je comprends, âgé de moins de 18 ans. Avez-vous entendu parler de mineurs qui vont sur des sites de jeux de hasard, qui parient et qui utilisent les cartes de crédit d'autres personnes? Cela se produit-il plus ou moins fréquemment? S'agit-il d'un problème?

Je comprends bien que les publicités créent les conditions pour que les gens parient quand ils ont 18 ans et plus, mais d'après vos observations, y a-t-il un problème de mineurs sur les sites de paris?

[Français]

Mme Fogue Mgamgne : Merci beaucoup.

La sénatrice Miville-Dechêne : Je comprends que vous n'êtes pas une experte ou une scientifique, mais est-ce que vous avez vu ce genre d'accès aux sites qui doivent normalement être réservés aux 18 ans et plus?

Mme Fogue Mgamgne : D'abord, j'aimerais commencer par vous remercier pour la précision en ce qui concerne le financement. J'espère que vous aurez l'occasion, en tant que comité, d'avoir ce genre de conversation et d'être nos champions en matière de financement.

Quand il m'a été demandé de participer à ce conseil, la première personne à qui j'ai pensé est un ami qui avait perdu de l'argent, car il était impliqué dans des situations comme celles-ci. Il avait 17 ans. C'est donc un mineur. Il avait accès à un site où il était allé souvent pour des jeux de hasard. Les mineurs ont accès à cela. C'est très facile. Il suffit d'aller sur Internet, de connaître un ou deux sites et d'être en mesure de dépenser son argent. C'est quelque chose que l'on doit prendre en considération, parce que cela me choque.

Senator Miville-Dechêne: How did he do it? Did he use fake credit cards or someone else's cards?

Ms. Fogue Mgamgne: I think he had his parents' card. In case of emergency, my brother has access to my parents' card. He usually has to call or text my parents to tell them he will be using it. Many kids have access to a card. Even when I started university, I had access to my parents' credit card. I was in Edmonton for university and they weren't there. Young people have access to credit cards and gambling websites.

Senator Miville-Dechêne: Are you hoping for a total ban? How can you know who is affected by advertising? Everyone is affected, whether adults or young people. What is your ideal solution?

Ms. Fogue Mgamgne: I have a few potential solutions. When it comes to entertainment that many young people have access to, such as sports and recreation, perhaps we shouldn't have advertisements like that because kids are watching. If you are with your mom or dad watching sports and you see an ad like that, you won't necessarily think it's bad. Then you'll go home and want to go on those sites. They're for leisure and entertainment.

The second thing is that we should set up regulations for everything online and on social media. We are most concerned about kids under 18. They have access to everything. I don't even know why that should be. It shouldn't be. I'm talking about everything on social media and online.

There was mention of athletes, celebrities, and so on. If I understand correctly, it doesn't necessarily cover everything. It was just aimed at regulating their appearances. Personally, I think they should be kept completely away and not be connected to any of that. It's pretty straightforward. When your favourite athlete tells you to do something, you do it.

Senator Miville-Dechêne: Is the council you're on putting pressure on the provinces? This is provincial jurisdiction. For example, are Quebec and Ontario aware of these issues? Are there people working on them?

Ms. Fogue Mgamgne: I can't answer that question. I'm not sure. I don't think it's the same for every province and territory. Young people are more at risk in some than in others. We need to try to predict, anticipate and find solutions. Even I would be interested in seeing how the mechanisms differ among the provinces and territories.

Senator Miville-Dechêne: Thank you.

La sénatrice Miville-Dechêne : Comment procédait-il? Utilisait-il de fausses cartes ou les cartes d'une autre personne?

Mme Fogue Mgamgne : Je pense que c'était les cartes des parents. Mon frère, pour des cas d'urgence, a accès aux cartes de mes parents. Normalement, il doit appeler ou texter mes parents pour dire qu'il va utiliser la carte. Plusieurs jeunes y ont accès. Même quand j'ai commencé l'université, j'avais encore 17 ans et j'avais accès à la carte de crédit de mes parents. J'étais à Edmonton pour l'université et ils n'étaient pas avec moi. On a donc accès aux cartes, aux sites et aux jeux de hasard.

La sénatrice Miville-Dechêne : Votre souhait, est-ce une totale interdiction? Comment savoir qui est touché par la publicité? Tout le monde est touché, que ce soit les adultes ou les plus jeunes. Quelle est votre solution idéale?

Mme Fogue Mgamgne : J'ai certaines pistes de solution. Quand cela a trait au divertissement et quand plusieurs jeunes y ont accès, comme pour les loisirs et les sports, il faudrait peut-être ne pas avoir de telles publications, justement parce qu'ils y ont accès. Si ta mère ou ton père est près de toi en train de visionner un sport et que tu vois une telle publication, tu ne vas pas nécessairement penser que c'est quelque chose de mauvais. Ensuite, tu rentreras chez toi et tu auras envie d'y accéder. C'est pour les loisirs et le divertissement.

La deuxième chose, c'est qu'il faudrait mettre en place des réglementations pour tout ce qui est en ligne et sur les réseaux sociaux. Ceux qui nous concernent le plus sont les jeunes qui ont moins de 18 ans. Ils ont accès à tout. Je ne sais même pas pourquoi c'est une réalité. Cela ne devrait pas l'être. Je parle de tout ce qui se retrouve sur les réseaux sociaux et en ligne.

Il y avait une mention en ce qui concerne les athlètes, les célébrités, et cetera. Si j'ai compris la manière dont on en a parlé, cela ne couvre pas nécessairement tout. C'était seulement en vue de réglementer leurs apparitions. Personnellement, je crois qu'ils devraient être complètement écartés et ne devraient pas être liés à tout cela. C'est très facile. Lorsque ton athlète préféré te dit de faire quelque chose, tu vas le faire.

La sénatrice Miville-Dechêne : Le conseil dont vous faites partie fait-il des pressions auprès des provinces? On parle ici d'une compétence provinciale. Par exemple, le Québec et l'Ontario sont-ils sensibles à ces questions? Y a-t-il des gens qui travaillent là-dessus?

Mme Fogue Mgamgne : Je ne peux pas répondre à cette question. Je ne suis pas certaine. Pour ce qui est des provinces et des territoires, je crois que ce n'est pas pareil partout. Il y aura certaines provinces où les jeunes sont plus à risque. Il est important d'essayer de prévoir, d'anticiper et de trouver des solutions. Même moi, je serais intéressée à voir quels sont les différents mécanismes entre les provinces et les territoires.

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci beaucoup.

[English]

Senator Cardozo: Thank you for being here. This has been most informative.

Could you tell us more about your thoughts on the advertising? As you have indicated, it is attractive. The advertising has sports stars, and perhaps the people who are most swayed by that are younger people who look up to a series of leaders in their favourite sports. Do you sense that the agencies you deal with, your agency and others, are getting that aspect of the problem of advertising that may not be said to be for youth but really is having an effect on young people?

Ms. Fogue Mgamgne: Thank you for your question, senator. I would say yes, although I do think that it is different when you are not going to talk with the youth.

I work in communications and can understand why these marketing companies will take gambling ads such as these and use the specific mechanisms they use. It is smart. It makes sense. It is attractive and enticing. We want to use it. They are using our favourite athletes and celebrities, and in the world of influencer media, they are using influencers to quite literally influence us to do what they say. It is smart on their end.

We must have conversations such as this to understand the youth perspective and how we take in the information, because I do not think that it is always going to be the same. I know there is data in regard to the consequences, but we must go back to the drawing board as well. We need not just a proactive response but a preventive approach to this, and to understand what it is about these ads that make them attractive.

Maybe that's where we need to have another conversation about whether that is something we need to change. Why is it targeting youth? In the research, it says that these ads are targeting youth. You won't see your average adult downloading an app to go and gamble. It is specifically designed for those who are 25 and under or those 9 to 17. There is that whole conversation around marketing as well.

Senator Cardozo: Yes. We have been talking a lot about the young kids who don't have credit cards.

However, people who are, say, 15 or 16 onward, and certainly 18 onward, if they have a job, they have likely got a credit card or at least a debit card. It does not take a lot for them to be working hard and gambling all of that money away as soon as it comes in.

[Traduction]

Le sénateur Cardozo : Merci de comparaître. C'est une séance fort instructive.

Pouvez-vous nous en dire plus sur votre opinion sur la publicité? Comme vous l'avez indiqué, c'est attrayant. La publicité utilise des vedettes du sport, et les personnes qui sont les plus influencées par ces personnalités sont peut-être les jeunes qui admirent une série de leaders dans leurs sports préférés. Avez-vous l'impression que les organismes avec lesquels vous traitez, qu'il s'agisse du vôtre ou d'autres, saisissent cet aspect du problème de la publicité qui n'est pas censée s'adresser aux jeunes, mais qui a un effet sur eux?

Mme Fogue Mgamgne : Merci de votre question, sénateur. Je dirais que oui, même si je pense que c'est différent quand on ne va pas parler aux jeunes.

Je travaille dans le domaine des communications et je comprends pourquoi les sociétés de marketing utilisent des publicités de jeux d'argent comme celles-là et emploient de tels mécanismes. C'est habile. C'est sensé. C'est attirant et séduisant. C'est ce qu'on veut utiliser. Les publicistes utilisent nos athlètes et nos célébrités préférés, et dans le monde des médias d'influenceurs, ils utilisent les influenceurs pour nous influencer littéralement à faire ce qu'ils nous disent. C'est malin de leur part.

Nous devons avoir des conversations comme celle-ci pour comprendre le point de vue des jeunes et la façon dont nous assimilons l'information, car je ne pense pas que ce sera toujours la même chose. Je sais qu'il y a des données concernant les conséquences, mais nous devons aussi revenir à la planche à dessin. Il faut non seulement une réaction proactive, mais aussi une approche préventive au problème, et comprendre ce qui rend ces publicités attrayantes.

Peut-être que c'est à ce propos qu'il faut avoir une autre conversation pour savoir si c'est quelque chose qu'on doit changer. Pourquoi cible-t-on les jeunes? Selon les recherches, ces publicités ciblent les jeunes. Ce n'est pas l'adulte moyen qui va télécharger une application pour parier. Les publicités sont conçues expressément pour cibler les jeunes de 25 ans et moins ou ceux de 9 à 17 ans. Il faut discuter aussi du marketing.

Le sénateur Cardozo : Oui. Nous avons beaucoup parlé des jeunes enfants qui n'ont pas de carte de crédit.

Cependant, si les jeunes de 15 ou 16 ans, et certainement de 18 ans et plus, occupent un emploi, ils ont probablement une carte de crédit ou au moins une carte de débit. Il ne leur en faut pas beaucoup perdre illico au jeu tout l'argent gagné à la sueur de leur front.

Ms. Fogue Mgamgne: Exactly. I got my first debit card at 12. When I look at that age group, I think 12-year-olds very well could be taking part in activities like that. That is really concerning.

My brother is 13 and in ninth grade now. Just like the story of Jean-Claude that I mentioned at the beginning, that is a reality for him. I have been able to witness the conversations that take place among him and his friends, and it is this whole culture of being influenced. Even with the “bro” culture, as I mentioned, young men are vulnerable and will be disproportionately affected by this. With sports, statistically, you see that more men — young men — are watching sports. They are already having those conversations. If they see something popping up in their algorithm, that is obviously a conversation that they are going to continue to have. Now add the fact that a 12-year-old can have access to a card, and maybe at 14 they are starting to work. This is something that they have easy access to.

Senator Cardozo: Thank you very much, and thank you for the work you do.

Ms. Fogue Mgamgne: Thank you.

The Chair: I have a few questions as well. Could you confirm for us if the Mental Health Commission of Canada is an advocacy council or does it actually provide on-the-ground services? How much is the annual budget, and where does the funding come from?

Ms. Fogue Mgamgne: I want to reiterate that I am not speaking on behalf of the commission as a whole. I am speaking here because I sit on their youth council. I cannot necessarily speak to the commission. I can say that they are not an advocacy group. Aside from that, I cannot really say.

The Chair: Are they an advocacy group?

Ms. Fogue Mgamgne: They are not.

The Chair: They are not. What are some of the services they would provide in this area?

Ms. Fogue Mgamgne: In regard to services, they have a lot of educational programs that they run. As I mentioned, even with this bill, one initiative that we can look at — though we have mentioned funding is maybe not possible — is potentially having initiatives or national frameworks that want to promote educational campaigns or support systems. That would very much resemble the kind of work that the Mental Health Commission of Canada provides. In regard to specific programming or anything like that, I cannot speak to that.

The Chair: There is clearly a problem, particularly with young people who fall into sports betting addiction; otherwise we would not be here having this discussion. Thank God it is a

Mme Fogue Mgamgne : Exactement. J’ai reçu ma première carte de débit à 12 ans. Quand je regarde ce groupe d’âge, je pense que les jeunes de 12 ans pourraient très bien s’adonner à des activités comme celle-là. C’est vraiment inquiétant.

Mon frère a 13 ans et est en neuvième année. Tout comme dans le cas de Jean-Claude que j’ai évoqué au début, c’est pour lui une réalité. J’ai pu observer les conversations qu’il a avec ses amis, et c’est toute une culture d’influence. Même dans la culture du « frère », comme je l’ai mentionné, les jeunes hommes sont vulnérables et seront soumis de façon disproportionnée par cette influence. En ce qui concerne les sports, selon les statistiques, il y a plus d’hommes — des jeunes gens — qui regardent les sports. Ils en parlent déjà. S’ils voient quelque chose surgir dans leur algorithme, ils vont évidemment continuer d’en parler. Ajoutez maintenant le fait qu’un enfant de 12 ans peut avoir accès à une carte et qu’il commence peut-être à travailler à 14 ans. C’est quelque chose d’aisément accessible pour eux.

Le sénateur Cardozo : Je vous remercie sincèrement et vous remercie aussi pour le travail que vous faites.

Mme Fogue Mgamgne : Merci.

Le président : J’ai aussi quelques questions. Pouvez-vous nous confirmer si la Commission de la santé mentale du Canada est un groupe de défense des droits ou si elle offre, en fait, des services sur le terrain? Quel est son budget annuel et d’où proviennent les fonds?

Mme Fogue Mgamgne : Je tiens à rappeler que je ne parle pas au nom de la commission dans son ensemble. Je siège à son conseil des jeunes. Je ne peux pas vraiment parler au nom de la commission. Je peux vous dire qu’il ne s’agit pas d’un groupe de défense des droits. Je ne peux pas vraiment vous en dire plus.

Le président : C’est un groupe de défense des droits?

Mme Fogue Mgamgne : Non, ce n’est pas un groupe de défense des droits.

Le président : Ce n’est pas un groupe de défense des droits. Quels sont des exemples de services offerts?

Mme Fogue Mgamgne : Elle gère beaucoup de programmes éducatifs. Comme je l’ai mentionné, même avec ce projet de loi — et en dépit du fait que le financement n’est sans doute pas possible —, on pourrait avoir des initiatives ou des cadres nationaux qui font la promotion des campagnes d’éducation ou des systèmes de soutien. On se rapprocherait alors beaucoup du genre de travail que fait la Commission de la santé mentale. Je ne peux malheureusement pas vous donner de détails sur des programmes précis.

Le président : Il y a de toute évidence un problème, puisque les jeunes développent une dépendance aux paris sportifs; si ce n’était pas le cas, nous ne serions pas ici en train d’avoir cette

small percentage of the total number of people who are gambling but, nonetheless, it is not negligible.

You mentioned education a few times, I know that Senator Quinn alluded to it as well. I know it is not federal jurisdiction; education is very much a provincial jurisdiction, and we never like to step on their toes. The truth of the matter remains that we live in a country right now where at 10, 12 and 13, they are discussing sex in school and all other sensitive subject matters.

Are there programs across the country or in specific provinces where, at a very young age, they are talking addiction, alcohol and gambling addiction? Because you are correct. You mentioned on a number of occasions that youth are very impressionable. On the one side, there is the force of marketing, which is the bottom line. Whenever money is involved, people find ways to put out a compelling, powerful argument to attract dollars.

Are our educational systems across the country preparing young people for, on the one hand, enjoying some of this entertainment and really defining what it is, but also highlighting the pitfalls and dangers and teaching these young people to assume personal responsibility? Once we get to the point where they are already addicted — I saw it as a young man: I had friends of mine at the age of 12, 13 and 14 going into back alleys and literally stealing money from their parents to place bets on sporting events. Those individuals spiralled out of control, and their lives took a terrible turn. Are provincial governments and educational systems responding to this problem in your opinion?

Ms. Fogue Mgamgne: Yes. I will have to say that this is my opinion. I cannot speak to all of the educational curricula across the country. I can speak from my own experience that there were mentions of addiction, although the issue is that it stops maybe at substance use. We are now developing with AI and social media, which are growing, this idea of gambling online. That is not a conversation that falls within that conversation of addiction. That is why we need to expand the conversations that we are having, expand the dialogue to ensure that does fall into that group.

From my own experience, I cannot remember being at school and being explicitly told that gambling is an addiction, or what you do, or what the support mechanisms are. Let's have this conversation. As for my brother, he is in ninth grade right now, and I cannot think of any conversations that he has had. I even asked him — in order to prepare myself for this committee — what conversations that they are having at school. The only ones that he is having at school are with his friends about participating in sports betting, not with his educators on the risks and challenges that come with that.

The Chair: Thank you for that.

discussion. Dieu merci, ce n'est qu'un petit pourcentage du nombre total de ceux qui s'adonnent aux jeux de hasard, mais ce n'est néanmoins pas négligeable.

Vous avez parlé d'éducation à quelques reprises, et je sais que le sénateur Quinn y a fait allusion également. Ce n'est pas une compétence fédérale, mais bien une compétence provinciale, et nous n'aimons pas jouer dans leurs plates-bandes. Toutefois, le fait est que nous vivons dans un pays où les jeunes de 10, 12 et 13 parlent de sexe à l'école et d'une foule d'autres sujets délicats.

Existent-ils des programmes au pays ou dans certaines provinces dans le cadre desquels on parle de toxicomanie et de dépendance à l'alcool ou aux jeux de hasard à un très jeune âge? Vous avez mentionné à quelques occasions — et vous avez raison — que les jeunes sont très faciles à influencer. Nous voyons la force du marketing. Quand il est question d'argent, les gens trouvent des arguments convaincants pour l'attirer à eux.

Nos programmes éducatifs au pays préparent-ils les jeunes, d'une part, à profiter de ces divertissements en leur expliquant bien ce qu'il en est, et d'autre part, à connaître leurs dangers et à se responsabiliser? Quand on en arrive au point où les jeunes ont développé une dépendance... J'en ai été témoin quand j'étais jeune: j'avais des amis qui, à l'âge de 12, 13 et 14 ans, volaient de l'argent à leurs parents pour se rendre ensuite dans des ruelles miser sur des matchs de sport. Ils ont ensuite perdu tout contrôle et leur vie a pris un affreux tournant. Selon vous, les gouvernements provinciaux et les systèmes d'éducation s'efforcent-ils de remédier à ce problème?

Mme Fogue Mgamgne : Oui. Je dois dire qu'il s'agit de mon opinion. Je ne peux pas vous parler de tous les programmes d'éducation au pays. Je peux vous parler de mon expérience personnelle. On nous parlait de dépendance, mais le problème est que cela se limite à la consommation de substances. En raison de la présence croissante de l'intelligence artificielle et des médias sociaux, les jeux de hasard en ligne gagnent en popularité. Quand on parle de dépendances, on ne parle pas de ce sujet. C'est pourquoi il fait élargir la discussion pour l'englober et veiller à ce qu'il en fasse partie.

Pour ma part, je ne me souviens pas qu'on m'ait dit à l'école précisément que les jeux de hasard sont une dépendance, ou ce qu'on peut faire, ou quels sont les mécanismes de soutien. Il faut avoir ces discussions. Mon frère est actuellement en neuvième année, et je ne pense pas qu'il en ait été question. Je lui ai même demandé — pour me préparer à venir témoigner — sur quoi portaient les discussions à l'école. Il parle des paris sportifs avec ses amis, mais pas avec les enseignants des risques et des problèmes qui y sont associés.

Le président : Je vous remercie de votre réponse.

Senator M. Deacon: Thank you. Regarding something that was said earlier, so that you know that there is some hope and as a point of clarification, when the bill was written, it was written with three big goals in mind. While money — which Senator Miville-Dechêne was very accurate about — is not tied to a Senate-written bill, one of the recommendations is to identify the measures to promote research and intergovernmental information sharing related to both the prevention and diagnosis of the harmful gambling activities of minors, et cetera. With that in mind, while we cannot put in the funding piece, one would suspect that the government might decide to put some money into this at that stage of the game, though not at this stage. We hold promise for that. Thank you.

The Chair: Thank you. On behalf of the committee, I would like to thank the witness for being here today and for your interesting testimony. We appreciate it.

Colleagues, we will now go in camera to take the final 12 minutes at that remains to discuss future business. Thank you.

(The committee continued in camera.)

La sénatrice M. Deacon : Je vous remercie. Au sujet d'un point qui a été soulevé plus tôt, à titre de précision et pour que vous sachiez qu'il y a de l'espoir, lorsque le projet de loi a été rédigé, il l'a été avec trois grands objectifs. Comme l'a dit à juste titre la sénatrice Miville-Dechêne, un projet de loi du Sénat ne comprend pas de financement, mais l'une des recommandations était de recenser les mesures pour promouvoir la recherche et la mise en commun de l'information entre les gouvernements afin de diagnostiquer et de prévenir l'utilisation néfaste des jeux de hasard chez les jeunes, etc. Cela dit, si on ne peut inclure de financement à ce stade-ci, on peut supposer que le gouvernement pourrait décider d'investir plus tard dans la recherche et la mise en commun de l'information. C'est ce que nous espérons. Je vous remercie.

Le président : Je vous remercie. Au nom du comité, je veux vous remercier de votre présence et de votre témoignage fort intéressant. Nous vous en savons gré.

Chers collègues, nous passons maintenant à huis clos pour consacrer les 12 minutes qui restent aux affaires du comité. Je vous remercie.

(La séance se poursuit à huis clos.)
